

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/5143
19 juillet 1962

ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU
PACIFIQUE POUR LA PERIODE DU 20 JUILLET 1961 AU
16 JUILLET 1962

Note du Secrétaire général : Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil de sécurité le rapport du Conseil de tutelle concernant le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour la période du 20 juillet 1961 au 16 juillet 1962.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE. ACTIVITE DU CONSEIL DE TUTELLE TOUCHANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	3
Examen du rapport annuel	3
Examen de pétitions	4
Mission de visite	5
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE	6
I. Généralités	6
II. Progrès politique	12
III. Progrès économique	29
IV. Progrès social	52
V. Progrès de l'enseignement	56
VI. Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance	68

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415^{ème} séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIER PARTIE. ACTIVITE DU CONSEIL DE TUTELLE TOUCHANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour la période de douze mois qui a pris fin le 30 juin 1961 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 21 mai 1962^{1/} et inscrit à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session du Conseil.

3. L'examen du rapport a commencé à la 1181^{ème} séance par une déclaration liminaire du représentant spécial de l'Autorité administrante, M. M. Wilfred Goding, Haut Commissaire pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Il était assisté de M. Andon Amaraich, conseiller à la délégation des Etats-Unis d'Amérique. Au cours des 1182^{ème}, 1183^{ème} et 1184^{ème} séances, les membres du Conseil ont posé des questions au représentant spécial. A la 1185^{ème} séance, le Conseil a abordé la discussion générale de la situation dans le Territoire sous tutelle et l'a terminée à la 1187^{ème} séance. A cette séance, le Conseil a nommé un comité de rédaction composé des représentants de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande, qu'il a chargés de rédiger la partie du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

4. A sa 1191^{ème} séance, le Conseil a adopté les recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction^{2/}. Le rapport, tel qu'il a été finalement adopté à la 1199^{ème} séance, constitue la deuxième partie du présent rapport.

1/ T/1590.

2/ T/L.1043.

Examen de pétitions

5. A sa vingt-huitième session, le Conseil de tutelle avait à son ordre du jour une pétition^{3/} de M. Joe de Vesas, relative à la retenue de l'impôt de l'Etat de Hawaii effectuée sur le salaire reçu pour son travail dans le Territoire sous tutelle. Après un bref débat^{4/}, le Conseil avait décidé d'en renvoyer l'examen à sa session suivante.

6. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a examiné cette pétition et décidé d'attirer l'attention de son auteur sur la déclaration du représentant spécial^{5/} selon laquelle cette pétition relèverait exclusivement de la compétence du Gouvernement fédéral des Etats-Unis et de l'Etat d'Hawaii, puisqu'elle émane d'un citoyen américain, employé aux îles Marshall en vertu d'un contrat passé avec le Gouvernement des Etats-Unis.

7. A la même session, le Conseil a examiné une pétition de M. Jalle Bolkeim^{6/} alléguant que le Gouvernement des Etats-Unis avait failli à son obligation de payer aux habitants de Kwajalein la somme forfaitaire qu'il avait accepté de verser immédiatement en vertu d'une résolution^{7/} du Conseil de tutelle, en faveur de laquelle les Etats-Unis eux-mêmes avaient voté. Cette résolution concerne une pétition^{8/} sur le même sujet demandant le paiement du prix des terres achetées par le Gouvernement des Etats-Unis aux habitants des îles Marshall. Le représentant spécial a fait observer que la résolution en question déclarait que l'Autorité administrante était disposée à envisager certains modes de paiement, mais sans faire de promesse au sujet d'une somme forfaitaire. Il a également informé le Conseil que des projets de loi avaient été déposés au Congrès des Etats-Unis tendant à ce que la valeur des terres soit déterminée par une décision judiciaire de la Court of Claims des Etats-Unis et qu'entre temps, l'Autorité administrante poursuivait activement les négociations qui ont échoué jusqu'ici^{9/}. A l'issue de

^{3/} T/PET.10/33.

^{4/} T/SR.1178-1179.

^{5/} T/SR.1184.

^{6/} T/PET.10/34.

^{7/} T/RES/2063 (XXVI).

^{8/} T/PET.10/30/Add.1.

^{9/} T/SR.1184.

l'examen de cette pétition par le Conseil^{10/}, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution^{11/}. La Bolivie a soumis un amendement^{12/}. Le projet de résolution, sous sa forme amendée, a été adopté [résolution 2135 (XXIX)]. Le Conseil y note que ses recommandations précédentes sont restées sans effet pendant deux ans et recommande que si les habitants de Kwajalein n'acceptent pas la procédure que l'Autorité administrante envisage actuellement pour le règlement de la question de leur indemnisation, la question soit réglée sans délai par voie d'arbitrage, comme l'a recommandé la Mission de visite de 1961, la procédure d'arbitrage étant arrêtée d'un commun accord entre les parties. Il exprime aussi l'espoir que l'Autorité administrante pourra rendre compte au Conseil, à sa trentième session, du règlement satisfaisant de cette question.

Mission de visite

8. Aucune mission de visite n'a été envoyée dans le Territoire sous tutelle depuis le dernier rapport au Conseil de sécurité^{13/}.

^{10/} T/SR.1184, 1185, 1187 et 1192.

^{11/} T/L.1042.

^{12/} T/L.1045.

^{13/} Conseil de sécurité, Documents officiels, seizième année, Supplément spécial No 1 (S/4890).

DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE

I. GENERALITES

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Considérations générales

9. Les îles qui composent le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique représentent une superficie totale de 687 milles carrés et sont disséminées dans l'ouest du Pacifique, au nord de l'équateur, sur quelque 3 millions de milles carrés, soit approximativement la superficie du territoire continental des Etats-Unis. La population, qui était estimée en 1961 à 77 913 personnes, dont 39 614 hommes et 38 299 femmes, appartient, dans l'ensemble, au groupe des Micronésiens.

10. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a pris les mesures préliminaires nécessaires pour mettre en oeuvre bon nombre des recommandations formulées par la Mission de visite de 1961, ainsi que des conclusions et recommandations du Conseil fondées sur le rapport de la Mission. Le Conseil est persuadé que les autres recommandations de la Mission non encore suivies d'effet seront prises en considération activement et sans retard.

Demandes de réparation de dommages de guerre: transfert de populations en raison d'expériences nucléaires et thermonucléaires aux îles Marshall

11. Le Conseil s'est occupé à plusieurs reprises du sort des habitants d'Eniwetok et de Bikini, évacués, en 1946 et 1947 respectivement, à cause des expériences nucléaires et qui vivent maintenant à Kili et à Ujdelong, ainsi que de la situation des habitants de Rongelap et d'Utirik qui ont été évacués temporairement en 1954 parce que des expériences thermonucléaires avaient provoqué une retombée radioactive.

12. A la vingt-deuxième session, le représentant spécial a informé le Conseil que la réadaptation générale des habitants de Kili, Ujelang et Rongelap demeurerait satisfaisante. Le revenu des trust funds des habitants de Kili et Ujelang fournissait un appoint monétaire plus que suffisant à leurs récoltes de subsistance et aux revenus qu'ils tiraient de la vente du coprah. A Rongelap, les cultures de

subsistance permettaient maintenant aux habitants de suffire entièrement à leurs besoins, et l'on produisait en outre des quantités appréciables de coprah pour l'exportation. Une équipe composée de médecins du Territoire sous tutelle et de médecins spécialistes de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis avait effectué il y a trois mois le réexamen médical annuel. Son rapport indiquait que l'état de santé des habitants de Rongelap demeurait satisfaisant et qu'aucune nouvelle séquelle de la retombée n'avait pu être constatée.

13. Lors de sessions antérieures, le Conseil avait exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait rapidement des mesures pour régler d'une manière juste et équitable la question des demandes de réparation des habitants de Rongelap, et avait noté que la législation nécessaire était en préparation. A la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'un projet de loi touchant le règlement des demandes de réparation avait été soumis au Congrès des Etats-Unis.

14. Depuis 1950, le Conseil s'est occupé de la question du règlement des demandes de réparation pour dommages de guerre subis par les habitants du Territoire sous tutelle et cette question a fait l'objet de nombreuses recommandations du Conseil et de ses missions de visite. A sa vingt-septième session, après avoir rappelé ses recommandations précédentes concernant la nécessité de satisfaire promptement et définitivement toutes ces demandes de réparation, le Conseil avait pris note avec satisfaction de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle reconnaissait qu'elle avait l'obligation de régler ces demandes de réparation et accordait à la solution de ce problème le plus haut rang de priorité. Le Conseil avait fait siennes les vues de la Mission de visite selon lesquelles il était nécessaire d'effectuer sans plus tarder le versement de ces indemnités pour dommages de guerre et, sauf dans le cas de personnes se trouvant dans une situation particulièrement pénible et dont les droits pourraient être déterminés d'après les preuves fournies à l'appui des demandes, de déterminer ces indemnités sur une base territoriale et de les verser de la façon qui serait la plus profitable pour l'ensemble de la population. L'Autorité administrante a signalé qu'au milieu de 1961 une équipe de deux hommes a passé six semaines dans le Territoire pour déterminer l'ampleur et la nature des demandes de réparation qui mériteraient d'être satisfaites. Le rapport de cette équipe sera transmis au Département

/...

d'Etat pour qu'il s'en serve au cours de nouvelles négociations avec le Gouvernement japonais au sujet de ces demandes de réparation de dommages de guerre.

15. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, rappelant ses recommandations précédentes concernant la nécessité de satisfaire promptement et de manière précise aux demandes de réparation pour dommages de guerre, note avec un profond regret qu'il n'a pas encore été fait droit à ces dernières. A cet égard, il note les déclarations des représentants de l'Autorité administrante, à savoir : que des négociations ont commencé avec le Gouvernement japonais en vue du règlement de ces réparations; que l'Autorité administrante poursuivra avec diligence ses démarches en vue de faire droit à ces demandes et qu'elle espère être en mesure d'annoncer un règlement satisfaisant pour la trentième session du Conseil de tutelle.

Le Conseil réitère sa recommandation antérieure selon laquelle, sauf dans le cas de personnes se trouvant dans une situation particulièrement pénible et dont les droits peuvent être déterminés avec certitude d'après les preuves fournies à l'appui des demandes, le montant des indemnités devrait être déterminé globalement et déboursé de manière à stimuler le développement économique général du Territoire, au profit maximum de l'ensemble de la population.

En ce qui concerne les demandes d'indemnisation des victimes des retombées consécutives aux expériences nucléaires et thermonucléaires, le Conseil note la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle un projet de loi a été soumis au Congrès des Etats-Unis en vue d'un règlement rapide. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'un règlement aussi rapide que possible, et le Conseil exprime l'espoir que les mesures prises par l'Autorité administrante permettront de clore cette affaire à la satisfaction des intéressés.

Observations de membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

Considérations générales

16. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a rendu hommage à l'Autorité administrante pour la sincérité avec laquelle elle avait accepté et adopté toutes les suggestions constructives destinées à favoriser le progrès du Territoire sous tutelle.

17. Le représentant du Royaume-Uni a insisté sur les progrès réalisés dans le domaine de la participation de la population au gouvernement, particulièrement à la fonction publique; il a insisté également sur l'assistance financière considérable fournie par l'Autorité administrante et sur les progrès remarquables réalisés en matière d'enseignement.

18. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que l'un des éléments caractéristiques de la situation dans les Iles du Pacifique, que tout observateur impartial ne pourrait manquer de noter et qui restait valable à tous les niveaux des discussions relatives au Territoire en question, était que l'Autorité administrante ne s'était toujours pas acquittée de la tâche fondamentale qui lui avait été confiée aux termes de la Charte, à savoir l'octroi à la population des îles de l'autonomie d'abord et par la suite de l'indépendance. Les grands changements qui étaient survenus dans le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'avaient pas apparemment atteint la vaste zone des Iles du Pacifique; ils l'avaient en quelque sorte oubliée et n'avaient pas modifié l'existence des habitants de cette région de manière sensible. Les Iles du Pacifique demeuraient une sorte de zone enchantée que les Etats-Unis avaient entourée d'un véritable rideau de fer pour soustraire la population de cette région à l'influence vivifiante des pays déjà indépendants et pour éviter qu'elle ne se laissât gagner par les mouvements de libération nationale qui avaient déjà permis à la majorité des anciens territoires coloniaux de secouer le joug du colonialisme.

Demandes de réparation de dommages de guerre; transfert de populations en raison d'expériences nucléaires et thermonucléaires dans les îles Marshall

19. Le représentant de l'Inde a rappelé que la question des réclamations des habitants de Rongelap n'avait pas encore été réglée. La population avait vécu l'une des plus graves tragédies humaines qui ait jamais eu lieu dans les Iles du Pacifique. Il a estimé que les compensations pour les pertes ou les souffrances subies par les habitants de Rongelap ne devraient pas entraîner trop de marchandages ou de négociations. Le représentant de l'Inde a ajouté qu'il était persuadé que les Etats-Unis adopteraient une attitude très généreuse et s'efforceraient, dans l'intérêt des habitants - et dans l'intérêt de tous les intéressés - de répondre à leurs demandes dans les plus brefs délais, donnant satisfaction aux intéressés au maximum.

/...

20. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que l'examen médical récent avait permis de constater que, dans l'ensemble, l'état de santé des habitants de Rongelap était satisfaisant, et qu'il n'y avait pas d'autres conséquences visibles des retombées atomiques. A son avis, le Gouvernement des Etats-Unis avait agi comme il convenait en présentant au Congrès un projet de loi tendant à une indemnisation équitable des habitants de Rongelap.

21. Le représentant de la Bolivie a rappelé que l'un des problèmes les plus difficiles, celui qui concernait les victimes des radiations atomiques, avait été résolu par le principe d'une compensation financière. Cependant, il a estimé que les obligations de l'Autorité administrante ne s'arrêtaient pas là; il fallait penser également au redressement psychologique de tous ceux qui avaient subi des dommages profonds ou superficiels; le problème continuait à se poser même après que les deux parties étaient parvenues à un accord sur le montant des compensations matérielles.

22. Selon le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le fait que l'Autorité administrante ait refusé jusqu'alors d'indemniser les habitants de Rongelap et de certaines autres îles pour les dommages qu'ils avaient subis à la suite des essais nucléaires montrait bien quelle attitude elle avait adoptée à leur égard. Elle avait violé l'accord en infligeant à la population de ces îles des souffrances inimaginables.

23. Le représentant de l'Australie a noté qu'une certaine inquiétude se manifestait du fait que la question des réclamations pour dommages de guerre n'avait pas encore été réglée et il a émis l'espoir que l'Autorité administrante prendrait les mesures qui s'imposeraient pour régler cet arriéré dans un avenir proche.

24. Le représentant de l'Inde a remarqué qu'un grand nombre de réclamations pour dommages de guerre s'étaient accumulées. Il a suggéré que si le prochain rapport n'indiquait aucun progrès à cet égard, le Conseil de tutelle devrait prendre part aux pourparlers ou négociations qui auraient lieu. Il a estimé qu'il n'y avait aucune raison pour que les réclamations du Territoire sous tutelle ne soient pas réglées. Il s'agissait de réclamations venant de personnes qui vivaient là, qui appartenaient à ce Territoire et qui avaient subi des dommages; des indemnités

devaient leur être versées et, s'il le fallait, le Gouvernement des Etats-Unis devait assumer la charge des versements en premier lieu, quitte à se retourner ensuite contre qui de droit.

25. Le représentant de la Chine a souhaité à l'Autorité administrante de réussir dans ses efforts renouvelés pour atteindre un règlement définitif de la question des demandes de réparation de dommages de guerre.

26. Le représentant de la Bolivie a estimé que toute compensation pour dommages subis au cours de la seconde guerre mondiale, dont bénéficieraient les habitants de l'île améliorerait la situation économique du Territoire. A cet égard, il était d'accord avec le représentant de l'Inde; il a émis l'avis que les habitants de l'île étaient en droit de demander des indemnités au Japon, aux Etats-Unis et même à l'Organisation des Nations Unies. Il a rappelé que quand, avant de se rendre dans les Iles du Pacifique, il avait examiné la question avec les représentants de l'Administration et du Département d'Etat, il avait insisté sur le fait que des indemnités individuelles devaient être versées et qu'il fallait tenir compte des dommages tant indirects que directs qu'entraînerait toute guerre de la nature de celle qui avait sévi dans la région; il pouvait se faire, par exemple, qu'une petite île n'ait pas été endommagée mais que la population ait subi un sérieux préjudice sur le plan économique. A son avis, toutes ces questions étaient importantes parce que, que l'on parvînt ou non à un accord, le Gouvernement des Etats-Unis se devait de résoudre ce problème qui dépassait en réalité les limites du mandat de l'Autorité administrante.

27. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il partageait pleinement les préoccupations du Conseil concernant les personnes qui, dans le Territoire sous tutelle, n'avaient pas reçu satisfaction soit pour des dommages de guerre, soit pour des questions foncières ou pour des problèmes issus de la situation à Rongelap. Le Conseil avait été informé des mesures que l'Autorité administrante avait prises pour parvenir au règlement desdites réclamations. L'Autorité administrante les poursuivrait avec diligence et il fallait espérer que l'année prochaine à la même époque il serait possible d'annoncer que chaque cas avait été réglé de manière satisfaisante.

II. PROGRES POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Généralités

28. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, considérant que par le passé les progrès réalisés dans le Territoire sous tutelle dans le domaine politique n'ont pas été aussi rapides qu'il l'aurait souhaité, note avec satisfaction les progrès accomplis au cours de l'année considérée, en ce qui concerne la participation accrue de la population à l'administration du Territoire. Il exprime l'espoir que ce rythme rapide de progrès se maintiendra dans l'avenir.

Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et extension de leurs pouvoirs

a) Le Comité consultatif interdistricts auprès du Haut Commissaire

29. Le Comité consultatif interdistricts auprès du Haut Commissaire, qui a été créé en 1957, est un organe consultatif qui se réunit une fois par an et est composé de représentants élus par les organes de district du Territoire. Le district de Saïpan, dont les représentants n'avaient participé aux sessions du Comité, jusqu'ici, qu'en qualité d'observateurs, a élu, en 1961, deux délégués de plein droit pour la session qui a eu lieu en septembre. Depuis 1958, un délégué de chaque district a un mandat qui s'étend jusqu'à la fin de la session suivante, afin d'assurer au Comité une certaine continuité dans sa composition. A sa session de 1959, le Comité a élu un sous-comité social qui devait se réunir au cours de l'année pour étudier certains problèmes d'ordre social et, en 1960, il a créé un sous-comité chargé d'examiner les problèmes économiques du Territoire. L'Autorité administrante a l'intention de transformer le Comité consultatif interdistricts en un Conseil législatif territorial élu, probablement avant 1965.

30. A la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil de tutelle que le Conseil de la Micronésie avait été créé le 1er août 1961. Ce Conseil avait, pour la première fois, élu un président micronésien qui avait présidé toutes les séances. Il avait également, pour la première fois, créé des comités de rédaction chargés de préparer et de lui soumettre des recommandations officielles. Il avait de plus adopté un drapeau pour le Territoire.

31. L'élection des délégués au Conseil de la Micronésie par la population avait été instituée.

32. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des très utiles mesures qui ont été prises pour transformer le Comité consultatif interdistricts en Conseil de la Micronésie doté d'un Président micronésien élu. Il juge les dispositions relatives à l'élection des membres de ce Conseil au suffrage universel particulièrement satisfaisantes, étant donné que cela lui donnera un caractère d'organe représentatif de la population du Territoire.

En même temps, le Conseil est forcé de constater que le nouveau Conseil demeure essentiellement un organe consultatif dont les pouvoirs ne sont pas plus étendus que ceux de l'organe qui l'a précédé. Il exprime l'espoir que l'Autorité administrante n'épargnera aucun effort pour le transformer en organe législatif territorial pleinement compétent, d'ici un an ou deux, en lui transférant toutes les responsabilités et tous les pouvoirs nécessaires en matière de législation. Le Conseil n'ignore pas que l'Autorité administrante, bien qu'elle se soit fixée l'année 1965 pour objectif, estime pour sa part que ce but pourrait peut-être être atteint plus rapidement.

b) Les congrès de district

33. Chaque district du Territoire possède un ou plusieurs organes consultatifs politiques, dont la juridiction s'étend à une partie ou à la totalité du district. Les districts des îles Marshall, des Palaos, de Ponapé et de Truk possèdent chacun un congrès unicaméral, qui a reçu une charte en vertu du code du Territoire sous tutelle. A l'exception du Congrès des îles Marshall, dont 80 p. 100 des membres sont élus et 20 p. 100 sont des chefs héréditaires, les congrès de district sont

uniquement composés de membres élus. Le district de Yap a un congrès, doté d'une charte, qui ne comprend pas encore de représentants des îles périphériques, mais une telle représentation fait partie des plans futurs. Le district de Rota, qui n'est constitué que par l'île de ce nom, a un conseil municipal, doté d'une charte, qui joue le rôle d'organe de district. Dans le district de Saïpan, il n'y a pas d'organe de district, mais les îles de Saïpan et de Tinian ont chacune leur organe municipal, qui est doté d'une charte. Pendant la période considérée, les congrès de district et les conseils d'îles se sont tous réunis une ou plusieurs fois et ont voté des crédits pour le paiement des traitements des maîtres des écoles élémentaires, des auxiliaires médicaux et des agents de vulgarisation agricole, pour l'amélioration des routes et pour l'octroi de bourses d'études, et ont adopté des arrêtés visant à améliorer les conditions locales.

34. A la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que tous les Congrès de District s'étaient réunis pendant l'année considérée et qu'ils avaient siégé plus longtemps qu'à aucune autre session. Une des mesures importantes adoptées par les différents Congrès de District avait été la revision des lois relatives aux boissons alcooliques. Les nouveaux textes autorisaient l'importation et la vente de spiritueux, sous réserve de décisions de l'autorité locale, et instituaient un système d'impôts frappant tous les spiritueux importés dans le Territoire. Tous les Congrès de District étaient saisis de projets de loi relatifs à l'élection des délégués par la population et deux districts, celui des Palaos et celui des Marshall, avaient déjà élu leurs délégués.

35. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que certains congrès de district ont pris l'initiative de reviser la Loi sur les boissons alcoolisées et d'instituer un impôt local sur le revenu qui aura pour effet de mettre à leur disposition des ressources accrues. Il exprime l'espoir que les pouvoirs de ces organes en matière financière et autres seront encore élargis et que des subventions prélevées sur les ressources centrales seront attribuées aux congrès de district pour accroître la portée et l'efficacité de leurs activités.

Le Conseil prend note de l'intention de transformer le Congrès de l'île de Yap en congrès de district et du fait que les mesures nécessaires sont actuellement prises à cet effet.

c) L'administration locale

36. A l'échelon local, les organes principaux d'auto-administration sont les 102 municipalités, dont le pouvoir s'exerce dans les zones qui sont de leur ressort. En 1957, l'Autorité administrante a entrepris un programme d'octroi systématique de chartes à ces municipalités, afin d'établir les limites de leur ressort, de définir leurs pouvoirs fiscaux, de déterminer leurs attributions réglementaires, et de fixer le mode d'élection et les fonctions de leurs membres. L'Autorité administrante s'est assigné comme but de doter de chartes dix municipalités chaque année et le nombre des municipalités dotées de chartes a été porté à 42 pendant l'année considérée.

37. A la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que l'Administration avait développé son programme d'octroi de chartes aux municipalités et que les équipes de développement politique avaient été renforcées dans tous les districts. L'une des tâches principales du fonctionnaire des affaires politiques et de son adjoint serait d'accélérer le programme d'octroi de chartes afin que toutes les municipalités du Territoire puissent être dotées de chartes aussitôt que possible.

38. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que l'exécution du programme de l'Autorité administrante visant à doter d'une charte les diverses municipalités s'est poursuivie; que les équipes chargées de favoriser les progrès sur le plan politique ont été renforcées dans tous les districts; et que la tâche principale du fonctionnaire chargé des questions politiques et de son assistant sera d'accélérer l'exécution du programme relatif aux chartes municipales afin que toutes les municipalités en soient officiellement dotées dès que possible. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante d'accélérer la mise en oeuvre de ce programme afin de le mener à bien dès que possible.

Consultation des habitants au sujet des mesures prises ou envisagées en vue de l'accession à l'autonomie

39. Le 5 février 1961, un référendum populaire a eu lieu dans le district de Saïpan^{1/}. Sur un total de 2 552 voix exprimées, 1 642 personnes se sont déclarées désireuses de devenir citoyens américains par l'unification du Territoire avec le territoire non autonome de Guam, 875 personnes se sont déclarées en faveur de l'annexion du Territoire par les Etats-Unies et 27 personnes ont exprimé le désir de conserver leur statut actuel. A la vingt-septième session du Conseil, le représentant de l'Autorité administrante a informé le Conseil que l'Autorité administrante avait fait savoir à la population de Saïpan qu'elle appuyait la conclusion de la Mission de visite selon laquelle les Nations Unies ne pouvaient approuver la levée partielle de la tutelle que supposerait une intégration de Saïpan avec Guam. Le Conseil a également été informé que les leaders politiques comprenaient la situation et étaient disposés à se ranger aux vues exprimées par la Mission de visite. L'Autorité administrante a déclaré qu'elle ferait volontiers préparer et distribuer un document expliquant les objectifs du régime de tutelle, ainsi que la Mission de visite l'avait suggéré. A la même session, le Conseil, après avoir noté que le district de Saïpan n'était qu'une partie du Territoire sous tutelle et que la population exercerait en temps voulu son droit de décider de son avenir, a approuvé les décisions prises par la Mission de visite et l'opinion qu'elle avait exprimée au sujet du prétendu référendum organisé à Saïpan. Il a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait déclaré que la population de Saïpan avait été informée que l'Autorité administrante appuyait les conclusions de la Mission de visite. Il a également approuvé l'opinion de la Mission de visite selon laquelle, pour aider les habitants à clarifier leurs vues sur l'avenir du Territoire, il serait utile que l'Administration établisse un document destiné à expliquer aux habitants qu'elles sont les fins du régime de tutelle et précisant qu'ils auraient, le moment venu, la possibilité d'exprimer librement leurs vœux quant à leur avenir. Il a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante acceptait d'établir et de diffuser un tel document.

^{1/} A propos de ce référendum et des vues exprimées à son sujet par la Mission de visite de 1961, voir le document S/4890.

Dans son dernier rapport, l'Autorité administrante a indiqué qu'elle a pris des dispositions pour l'établissement de ce document, qui reposera essentiellement sur la brochure des Nations Unies intitulée "Le régime de tutelle : l'oeuvre des Nations Unies en faveur des populations des territoires non autonomes". Le document sera traduit dans les principaux dialectes et abondamment diffusé dans tout le Territoire.

Administration du Territoire

40. À la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que le Président des Etats-Unis avait, le 7 mai 1962, signé un Executive Order plaçant le district de Saïpan sous la juridiction du Département de l'intérieur. Ainsi, le 1er juillet 1962, tout le Territoire serait unifié et placé sous l'autorité du Haut Commissaire. L'intégration du district de Saïpan dans le reste du Territoire allait permettre de rattacher l'île de Rota au reste des Mariannes. Le 1er juillet 1962, un nouveau district serait officiellement créé, le district des îles Mariannes, constitué par l'unification des deux districts actuels de Rota et de Saïpan.

41. Saïpan avait été désignée comme capitale provisoire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Plus de la moitié du personnel était déjà arrivé au nouveau siège de l'administration centrale à Saïpan; on comptait que le reste des services et du personnel y arriverait avant le 30 juin 1962.

42. Avec le transfert de l'administration centrale et de la capitale provisoire à Saïpan, l'administration allait pouvoir concentrer un grand nombre de ses activités actuellement éparpillées dans les différentes parties du Territoire. Le groupe central des communications, l'Ecole de soins infirmiers, l'Ecole dentaire et certains services de santé publique, comme le Service des statistiques de l'assainissement et de l'hygiène, allaient être regroupés avec d'autres services de l'administration centrale, ce qui permettrait une gestion plus rationnelle. Le transfert du siège de l'administration centrale dans un lieu situé à l'intérieur du Territoire permettrait aussi d'intensifier les programmes de formation et d'utiliser au maximum les Micronésiens qualifiés de cette administration.

43. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil accueille avec satisfaction la fusion administrative de Saïpan et du reste du Territoire, qui relèvent désormais d'une autorité civile unique. Il est persuadé que cette évolution se poursuivra et que l'île de Rota sera intégrée aux autres îles de l'archipel des Mariannes.

Le transfert à Saïpan, à titre provisoire, des services administratifs centraux du Territoire, qui se trouvaient jusqu'alors à Guam, est une mesure satisfaisante; le Conseil est persuadé que pour parvenir à une décision définitive concernant le siège central permanent de l'Administration du Territoire, l'Autorité administrante tiendra pleinement compte des volontés de la population, aussi bien que de considérations d'ordre géographique.

Institution du suffrage universel des adultes et d'élections directes

44. Il n'existe pas de législation territoriale concernant les élections, et chaque district ou municipalité a ses propres règlements électoraux. L'exercice du droit de vote n'est soumis à aucune discrimination pour raisons de race, de sexe ou de religion. Les électeurs doivent avoir 18 ans révolus et résider dans la municipalité où ils désirent voter. Le district de Palaos est le seul où l'âge requis est supérieur - il est de 21 ans - mais un comité du Congrès des Palaos étudie la possibilité de le ramener à 18 ans et, en ce qui concerne les élections municipales, les chartes prévoient que l'âge requis des électeurs est de 18 ans.

Fonction publique : formation et accès des autochtones aux postes administratifs supérieurs

45. La Mission de visite de 1961 avait recommandé d'envisager de nommer, au siège central de l'Administration, un fonctionnaire supérieur qui serait chargé de s'occuper, sous l'autorité directe du Haut Commissaire, de toutes les questions concernant le progrès politique. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil qu'un fonctionnaire spécialiste des affaires politiques avait été nommé à l'administration centrale, de même qu'un fonctionnaire adjoint, Micronésien originaire de Ponapé, titulaire d'un diplôme de sciences politiques. Ces deux administrateurs auraient à travailler avec les conseils municipaux, les assemblées législatives de district, leurs comités législatifs et les fonctionnaires locaux, qu'ils conseilleraient et assisteraient en matière de développement politique.

46. La politique de l'Autorité administrante en matière d'emploi, de recrutement et de formation des fonctionnaires autochtones a été décrite dans le rapport précédent du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité^{1/}. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil qu'au cours de l'année considérée, 35 employés particulièrement qualifiés avaient été promus aux catégories supérieures de spécialistes et d'administrateurs. Le champ d'application de la nouvelle classification des postes avait été considérablement élargi. Parmi les fonctionnaires ainsi promus au cours de l'année considérée, on pouvait citer des directeurs de district de la santé publique, des médecins-chefs, des administrateurs de l'enseignement, des administrateurs des finances, des inspecteurs d'écoles normales, des administrateurs adjoints, des fonctionnaires du cadastre, des spécialistes du développement social, des professeurs à l'Ecole centrale des Iles du Pacifique et des spécialistes des questions économiques ou politiques.

47. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note les déclarations faites par l'Autorité administrante, à savoir : que des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne la préparation des Micronésiens à des fonctions de direction; qu'environ 65 postes importants précédemment occupés par du personnel des Etats-Unis ont été confiés à des Micronésiens formés à cet effet et qualifiés, et qu'au cours de l'année considérée, plus de 35 Micronésiens ont été promus au rang d'administrateur ou de directeur. Le Conseil estime que des fonctions administratives importantes, telles que celles d'administrateur et d'administrateur adjoint de district, devraient également être confiées à des Micronésiens après une période de formation en cours d'emploi appropriée, si cela est nécessaire.

Le Conseil note avec regret que le problème relatif aux traitements des employés micronésiens n'a pas encore été résolu de manière satisfaisante et prie instamment l'Autorité administrante de faire d'urgence le nécessaire à cet égard.

^{1/} Voir le document S/4890.

Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions

Généralités

48. Le représentant de l'Inde a estimé que, depuis 10 ou 15 ans, le Territoire sous tutelle, non seulement dans le domaine du progrès politique, mais plus particulièrement dans celui du développement économique, avait subi les effets d'une certaine négligence, à laquelle il fallait remédier dans le délai assez bref d'un an ou deux. Le rythme du progrès politique, lui-même, avait été lent. Il s'était quelque peu accéléré depuis un an ou deux, et la délégation indienne espérait que le développement politique se poursuivrait à une cadence toujours plus rapide. Néanmoins, on relevait indiscutablement les indices d'une évolution importante et encourageante. Il fallait surtout signaler la fusion des deux administrations dont la coexistence naguère encore était un trait particulier du Territoire : l'administration de la marine et l'administration civile. Le représentant de l'Inde a émis l'espoir que l'Autorité administrante, après avoir enfin pris cette décision, consacrerait maintenant toute son attention et tous ses efforts au problème de l'intégration de Saïpan avec le reste du Territoire, en tenant compte de l'aspect sentimental aussi bien que de l'aspect politique de cette question.

Développement des organismes représentatifs, exécutifs et législatifs et extension de leurs pouvoirs

a) Le Conseil consultatif interdistricts auprès du Haut Commissaire

49. Le représentant de la Nouvelle Zélande a déclaré que le Conseil de la Micronésie devrait assumer de nouvelles fonctions et de nouvelles responsabilités. Il estimait notamment qu'il serait peut-être possible d'associer le Conseil au travail de préparation budgétaire et d'affectation des recettes du Territoire. Lorsque les sessions deviendraient plus longues, le Conseil pourrait discuter de questions telles que l'enseignement, la législation sur les boissons alcooliques et les meilleurs régimes fiscaux, et formuler des conseils à ce sujet. Mais au stade actuel, il était peu utile que le Conseil de tutelle revienne sur ce qui avait été fait ou recommande des mesures détaillées pour l'avenir, car c'était là, certainement, la tâche de l'Autorité administrante. Le Conseil pourrait peut-être

/...

insister sur le principe général selon lequel il ne faut négliger aucune occasion de stimuler le développement d'une communauté micronésienne, même par des mesures relativement mineures telles que l'adoption d'un drapeau ou d'un hymne national, et éventuellement la création de timbres-poste du Territoire. Le développement politique ne pourrait déborder les limites du district que par l'utilisation de méthodes de ce genre.

50. Le représentant de l'Inde a noté avec une certaine satisfaction la transformation du Comité consultatif interdistricts en Conseil, mais il s'est déclaré quelque peu déçu d'avoir constaté, après plus ample informé, que pour le moment seul le nom semblait avoir changé. Il a rappelé que le Conseil de tutelle avait recommandé que cet organisme cesse d'avoir un caractère purement consultatif pour assumer des compétences législatives. On avait déclaré au Conseil que l'Administration envisageait de transférer, d'ici 1965, une plus grande responsabilité et des pouvoirs législatifs plus étendus à cet organisme. Le représentant de l'Inde a déclaré, avec regret, que cette date était trop éloignée et ne tenait pas compte des réalités. On ne pouvait soutenir que les autochtones hésitaient à assumer de plus grandes responsabilités. Bien au contraire, ils souhaitaient les assumer et il convenait, par conséquent, de rapprocher la date prévue. Au cours des années précédentes, la délégation indienne avait exprimé l'opinion que le Conseil de la Micronésie devrait devenir, avant la fin de 1962, un conseil législatif doté de pleins pouvoirs pour le Territoire. Rien, cependant, ne laissait penser que cette transformation aurait lieu avant la fin de l'année, mais on devait espérer fermement qu'avant la fin de 1963, ce serait chose faite.

51. Le représentant de la Bolivie a déclaré partager l'opinion du représentant de l'Inde.

52. Le représentant de la Chine a estimé que l'Autorité administrante avait pris une décision très importante en créant le Conseil de la Micronésie, dont les membres doivent être élus par le peuple selon le principe du suffrage universel des adultes. Il espérait que le Conseil de la Micronésie serait bientôt transformé en un conseil législatif territorial. Dès maintenant, le Conseil de la Micronésie permettrait aux habitants de s'associer plus étroitement à l'élaboration des plans de développement du Territoire et de prendre mieux conscience de leurs problèmes communs.

/...

Les travaux du Conseil de la Micronésie hâteraient l'apparition d'une prise de conscience territoriale qui, à son tour, susciterait dans le pays plus de cohésion et plus d'union.

53. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, depuis 15 ans, en dépit de l'Accord de tutelle et de la Charte des Nations Unies, l'Autorité administrante n'avait pas cherché à mettre en place un pouvoir législatif ou exécutif aux mains de la population autochtone du pays. Sous la pression de l'opinion publique mondiale, les Etats-Unis s'étaient enfin rendu compte qu'il n'était pas permis d'aller aussi loin qu'ils l'avaient fait au cours des 15 dernières années de leur administration du Territoire sous tutelle. A la session actuelle du Conseil, l'Autorité administrante s'était efforcée, devant le Conseil et devant le monde, de faire grand cas de la transformation du Comité consultatif interdistricts en Conseil de la Micronésie. Elle s'était beaucoup étendue sur cette question, à grand renfort d'euphémismes. Mais jusqu'à présent, aucun changement réel n'avait eu lieu. Aucune modification substantielle des activités de ce prétendu Conseil de la Micronésie n'avait suivi le changement de dénomination, et le représentant des Etats-Unis avait été obligé de l'admettre. En recevant le titre de Conseil de la Micronésie, l'ancien comité ne s'était vu attribuer ni droit ni pouvoir. Il ne possédait aucune compétence législative et à coup sûr, aucune forme de pouvoir exécutif. Il n'existait ni loi ni charte réglant le mandat et les droits du Conseil. En réalité, tout ce que l'Autorité administrante avait fait, c'était de promettre que, plus tard, ce Conseil deviendrait progressivement un organisme autorisé à prendre des initiatives en matière législative, et elle ne l'avait fait que 16 ans après avoir pris en mains l'administration du Territoire sous tutelle. Le représentant de l'Union soviétique aurait compris que l'on fasse de telles promesses deux ou trois ans après l'établissement des Etats-Unis comme Puissance administrante. Aujourd'hui, après 15 ans, ces promesses apparaissaient comme une tentative flagrante de dissimuler la situation, et de justifier le Gouvernement des Etats-Unis aux yeux de l'opinion publique mondiale, laquelle était de moins en moins disposée à accepter de tels vestiges de l'époque coloniale.

54. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a répété que, selon lui, 1965 n'était qu'une date limite. Le rythme de l'évolution était déterminée dans une large mesure - et à juste titre - par le Conseil de la Micronésie lui-même. L'année dernière, le sous-comité politique du Conseil avait tenu des réunions dans les principaux districts. Il avait rencontré les membres des congrès de district; il avait eu des entretiens avec les membres des anciens comités des congrès de districts, avec des fonctionnaires élus et avec des groupes représentatifs de la population. Le thème essentiel des entretiens avait été la transformation du Conseil en un véritable organe législatif. Le représentant spécial était persuadé que les recommandations du sous-comité permettraient au Conseil et à l'Administration d'accélérer notablement le rythme du développement.

b) et c) Congrès de district et administration locale

55. Le représentant de l'Inde a estimé qu'il y avait, dans la compétence conférée aux congrès de district et aux conseils municipaux, des éléments frappants qui méritaient les louanges du Conseil de tutelle.

56. Le représentant de la France a souligné que le Conseil de la Micronésie, dont le président est élu, avait été créé le 1er août 1961. L'élection dans les districts, au suffrage universel, de ses membres faciliterait sans aucun doute la prise de conscience politique des populations. On pouvait néanmoins regretter que cette évolution se poursuive avec une certaine lenteur et que la formation d'un Conseil législatif du Territoire ne soit pas prévue avant 1965. De même, l'activité politique des districts pourrait se développer plus rapidement, notamment par l'octroi, à un rythme plus vif, de chartes aux municipalités.

57. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que les organes de gouvernement local disposeraient d'une autorité plus effective et que le Territoire serait doté le plus rapidement possible d'un système uniforme d'administration municipale.

Administration du Territoire

58. Le représentant de l'Australie a pris note du transfert du siège administratif de Guam à Saïpan et a estimé que cette décision permettrait une meilleure administration du Territoire.

59. Le représentant de l'Inde a fait observer que, si le transfert du siège du Territoire était une mesure utile, le choix de Saïpan n'avait pas été une bonne chose. Saïpan n'était pas, à son avis, le site idéal du siège administratif. Il a précisé que ses remarques se fondaient sur des raisons géographiques : Saïpan était sans doute, du point de vue géographique, le point le plus isolé du Territoire, il était d'accès difficile à partir des districts éloignés tels que celui des Marshalls ou Ponape. Il a estimé que l'on pourrait plus tard trouver un meilleur emplacement pour le siège administratif, plus près du coeur du Territoire sous tutelle. Truk avait l'avantage d'être situé au centre du Territoire. Il ne pensait pas que la décision de l'Administration ait été appuyée ou ratifiée par la population d'aucune façon et il a exprimé l'espoir que le siège provisoire ne resterait à Saïpan que pendant une courte période et que, dans un avenir proche, l'Administration prendrait des mesures afin de consulter la population, soit directement, soit par le truchement du Conseil territorial sur le choix d'un endroit plus pratique et plus approprié pour le siège administratif.

60. Le représentant de la Chine s'est félicité de la décision de l'Autorité administrante d'unifier l'administration du Territoire sous une seule autorité civile et d'intégrer Rota et Saïpan en un nouveau district des îles Mariannes. Il a estimé que cette décision aurait une influence favorable sur la constitution de la Micronésie en entité politique et économique. Par conséquent, il a estimé que l'Autorité administrante devait être félicitée de la façon dont elle avait donné suite à une des principales recommandations du Conseil. Il a aussi noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait transféré le siège administratif dans la nouvelle capitale provisoire du Territoire sous tutelle. Le transfert du siège, ainsi que le regroupement de nombreuses autres activités qui étaient auparavant disséminées dans tout le Territoire, ne pourraient qu'augmenter l'efficacité de l'administration, comme le Haut Commissaire l'avait indiqué au Conseil.

61. Le représentant de la France a rappelé que le Conseil de tutelle avait exprimé le désir de voir le district de Saïpan intégré au reste du Territoire. C'était maintenant chose faite. Cette mesure administrative aurait pour corollaire prochain l'intégration de l'île de Rota dans le nouveau district des Mariannes et le Territoire serait enfin doté d'une capitale politique.

/...

Fonction publique : formation et nomination d'autochtones à des postes de direction

62. Le représentant de l'Inde a estimé que pour ce qui était du transfert des postes administratifs de haute responsabilité, à savoir les postes d'administrateur de district et d'administrateur de district adjoint, l'Autorité administrante s'était montrée plutôt timorée. A son avis, il se trouvait dans le Territoire des personnes tout à fait capables d'assumer ces postes et il croyait avoir raison d'espérer qu'au cours de l'année à venir, on nommerait au moins deux ou trois administrateurs de district micronésiens. On avait déjà fait l'expérience de confier ces postes à des Micronésiens, de façon temporaire, et les résultats avaient été satisfaisants. Ils s'étaient bien acquittés de leurs responsabilités. Il n'y avait par conséquent aucune raison pour que certains de ces postes ne soient pas confiés à des Micronésiens à titre permanent. C'était là un domaine dans lequel le transfert des fonctions à du personnel micronésien serait beaucoup plus approprié et plus apprécié du Conseil que dans le domaine de la santé ou de l'enseignement par exemple. Le représentant de l'Inde avait l'impression que l'Administration était peut-être allée un peu vite en nommant à la charge de médecins de district, par exemple, du personnel micronésien, quoique certains aient reçu une excellente formation et se soient fort bien acquittés de leurs fonctions. Mais dans certains districts, des plaintes s'étaient élevées contre le retrait trop rapide ou prématuré de médecins américains, ce qui avait créé des difficultés ou suscité un certain mécontentement quant à la façon dont les soins médicaux étaient administrés ou dont il était pourvu aux besoins de la population dans le domaine de la santé. On pouvait peut-être en dire tout autant de l'enseignement. C'étaient là des domaines dans lesquels il était nécessaire de maintenir en place pendant quelques années encore une partie du personnel américain qui connaissait le Territoire et ses besoins. Toutefois, la situation n'était pas la même pour tous les postes de direction dans l'administration. Il fallait espérer par conséquent que l'Administration envisagerait le problème d'une façon un peu plus libérale et transférerait certains de ces postes à des personnes compétentes du Territoire, en exerçant un contrôle sur la façon dont ces fonctionnaires s'acquitteront de leurs fonctions. Plus tard, si l'expérience donnait de bons résultats, un délai d'un an ou deux pourrait être fixé pour le transfert de tous les postes d'administrateur de district à du personnel micronésien.

/...

63. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que le manque de spécialistes locaux devait être imputé aux limitations imposées aux personnes qui ont terminé le cycle primaire. Le représentant des Etats-Unis ne lui avait pas donné de réponse quant au pourcentage d'autochtones occupés dans les postes clés. Il était certain que seul un très petit nombre d'autochtones détenait ces postes administratifs et que cela était dû à une politique délibérée de ne pas former de spécialistes, appliquée de façon systématique.

64. Le représentant de l'Australie a souligné le fait que la question de la formation d'autochtones en vue de leur confier des postes de direction ne pouvait être résolue rapidement. Cette formation prenait du temps. Il a estimé que le Conseil devrait insister auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle poursuive ses efforts en vue de former du personnel capable d'occuper des postes administratifs.

65. Le représentant de la Chine s'est déclaré heureux de voir qu'un plus grand nombre de Micronésiens qualifiés avaient assumé des postes de responsabilité en matière de santé publique et d'enseignement. Il importait d'accélérer le programme de remplacement dans les districts, mais en même temps de maintenir un équilibre entre la concentration du personnel micronésien dans les centres de district et l'envoi de Micronésiens capables dans les îles isolées. Si l'on envoyait dans les îles périphériques des Micronésiens ayant reçu une formation, ceux-ci pourraient mieux aider la population à résoudre ses problèmes que s'ils restaient dans les bureaux des centres administratifs. Il fallait en Micronésie procéder à une décentralisation progressive des services des centres de district et également accroître le nombre de personnes envoyées en poste dans les îles extérieures du Territoire où l'on avait de plus en plus besoin des services d'un personnel micronésien capable. Cette carence était particulièrement visible dans le domaine des travaux publics. C'était pour cette raison qu'il fallait de toute urgence encourager la formation technique de Micronésiens.

66. Le représentant de la France a estimé que, grâce à l'établissement du siège administratif dans la nouvelle capitale, la formation de Micronésiens qualifiés devrait être rendue plus aisée et permettre l'accélération du remplacement des administrateurs des Etats-Unis par des fonctionnaires autochtones. Il a estimé qu'il serait souhaitable que soit réglé de façon satisfaisante le problème des traitements des fonctionnaires micronésiens.

67. Selon le représentant spécial de l'Autorité administrante, des progrès sérieux avaient été faits en ce qui concerne la préparation de Micronésiens à des postes de direction. Quelque 65 postes de direction importants qui, auparavant, étaient occupés par des fonctionnaires des Etats-Unis, avaient été confiés à des Micronésiens qualifiés. Au cours de l'année précédente, plus de 35 Micronésiens avaient été promus à des postes d'administrateurs et des catégories supérieures. On avait laissé entendre que les 257 Américains employés par l'administration du Territoire sous tutelle occupaient des postes de direction; cela était loin de la vérité. Moins d'un quart d'entre eux entraient dans cette catégorie. La grande majorité des Américains occupaient des postes de technicien ou d'expert pour lesquels il n'existe encore aucun Micronésien qualifié. Il importait que l'Autorité administrante remplace aussi rapidement que possible le personnel américain par du personnel micronésien qualifié, que ces postes soient classés comme poste de direction ou non. Le représentant spécial a souligné le fait que l'installation du siège administratif dans la nouvelle capitale faciliterait l'application du programme de formation et permettrait son accélération. L'Autorité administrante avait l'intention d'utiliser au maximum les Micronésiens de tous les districts au siège de l'administration. Elle espérait également procéder dans un avenir très proche à des ajustements de salaire pour les travailleurs micronésiens.

68. Se référant aux remarques touchant la nécessité de décentraliser les services, afin de permettre aux populations éloignées du centre de district de mieux profiter des services fournis par l'administration, le Représentant spécial de l'Autorité administrante a convenu de cette nécessité, notamment dans les régions où une population assez importante est éloignée du centre du district. Le programme de l'Autorité administrante comportait la création d'un plus grand nombre d'hôpitaux

locaux, bien équipés et dirigés par du personnel médical qualifié. Il a assuré le Conseil que l'Autorité administrante s'occupait de réaliser un juste équilibre entre le centre de district et les îles éloignées. Il a également souligné le problème de l'extension des services aux communautés proches du centre de district, mais isolées du fait du manque de transports. Il pensait, en particulier, aux grandes îles telles que Ponape, Truk, Yap et Babelthuap. Dans ces régions, l'Autorité administrante encourageait la construction de routes qui relieraient les villages et les communautés isolés aux grands centres de district semi-urbains. A mesure que le réseau routier des ces îles s'améliorerait, l'Autorité administrante pourrait plus facilement étendre ses services sociaux à la collectivité environnante; ces routes permettraient à la population de se rendre plus facilement au centre de district pour y recevoir des soins médicaux, s'instruire ou écouler ses produits. Dans ces régions, on tirerait plus d'avantages d'une certaine forme de "centralisation" des activités que d'une plus grande décentralisation. En matière d'enseignement, par exemple, il vaudrait bien mieux avoir une seule bonne école élémentaire à laquelle les enfants se rendraient en autobus, plutôt que quatre ou cinq petites écoles élémentaires dispersées dont aucune ne disposerait d'un personnel suffisant. A Ponape, à Truk, à Yap et, à Babelthuap où l'on pouvait construire des routes et des voies de liaison secondaires, la centralisation scolaire permettrait à l'Autorité administrante de procéder à une concentration du personnel enseignant qui ne pourrait que le rendre plus efficace.

III. PROGRES ECONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Généralités

69. L'économie du Territoire repose toujours sur l'agriculture de subsistance et la pêche. Les revenus monétaires provenant de la production de coprah, de la récolte de troques, de l'emploi dans les services d'Etat et de l'artisanat permettent d'importer certains produits alimentaires, des articles de luxe sans grande valeur, etc. Sur le plan économique, la politique de l'Autorité administrante est d'encourager le développement économique du Territoire sous tutelle et de l'orienter dans la voie de l'indépendance économique^{1/}.

70. A la vingt-neuvième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'il y avait maintenant au siège de l'Administration centrale un service économique composé d'un spécialiste du développement économique, d'un fonctionnaire chargé d'analyser la marche des affaires et d'un spécialiste de la commercialisation et des coopératives. En outre, le Service de la planification des ressources du Département de l'intérieur avait détaché pendant trois mois un économiste chargé d'aider à établir un plan économique à long terme pour le Territoire. Pour la première fois, on disposait d'un service ou groupe spécial exclusivement chargé de questions économiques. On avait proposé la création d'un fonds de développement économique de la Micronésie. On envisageait d'accroître le capital du fonds en lui affectant un pourcentage du produit de l'impôt sur la transformation des denrées. On recourait de plus en plus à la Caisse de prêts actuelle, qui était tenue par la loi en vigueur de n'accorder de prêts qu'aux compagnies commerciales ayant une charte. La Caisse avait consenti des prêts destinés à une petite entreprise de constructions navales, aux investissements d'une coopérative de coprah et de cacao, à l'expansion de compagnies commerciales, à un abattoir et à une coopérative de pêche.

^{1/} Pour plus amples détails, voir S/4830, p. 38-40.

71. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil accueille avec satisfaction l'adjonction aux services centraux d'un service économique composé d'un administrateur du développement économique, d'un spécialiste de l'analyse économique et d'un administrateur de la commercialisation et des coopératives. Il estime que les ressources qui seront consacrées au Fonds de développement économique de la Micronésie, dont la création est envisagée, devraient être sensiblement plus importantes.

Le Conseil note avec satisfaction qu'un économiste de rang supérieur appartenant au personnel du Service de planification de la mise en valeur des ressources a été détaché par le Ministère de l'intérieur afin de contribuer à l'élaboration d'un programme économique à long terme pour le Territoire. On ne saurait trop insister sur la nécessité de la planification économique dans le Territoire, et le Conseil exprime l'espoir que l'élaboration du programme économique global à long terme intéressant le Territoire sera achevée avant l'ouverture de la trentième session du Conseil, et que ce programme sera exécuté dès que possible. Le Conseil estime que la population du Territoire, par l'intermédiaire de ses représentants librement désignés, devrait être étroitement associée à la formulation du programme, ainsi qu'à son exécution.

Il est essentiel, de l'avis du Conseil, que lors de l'élaboration de ce programme, l'attention se porte particulièrement sur les aspects suivants :

- a) Introduction de nouvelles cultures marchandes, telles que le poivre noir et le café, et développement des cultures existantes telles que le coprah et le cacao, étant donné qu'en l'absence de ressources minérales de quelque importance, ces produits doivent constituer la principale source de revenu du Territoire;
- b) Poursuite des efforts entrepris pour améliorer et développer les services de transport;
- c) Accélération de la mise en oeuvre du programme de homesteading; et
- d) Obtention de capitaux locaux et étrangers pour la création et le développement de petites industries.

Finances publiques : mesures prises pour accroître les ressources publiques

72. Au cours de l'exercice financier qui s'est terminé le 30 juin 1961, les recettes provenant des impôts et autres sources de recettes locales n'ont pas suffi, tant s'en faut, à couvrir les dépenses du Territoire. Ces dépenses, compte tenu de la réparation des dégâts occasionnés par les typhons, qui a été moins coûteuse que les deux années précédentes, se sont élevées à 7 430 324 dollars, contre 8 224 897 dollars en 1960; sur ce chiffre, 1 296 956 dollars, contre 1 407 148 dollars en 1960, ont été couvertes par les recettes fiscales. On a estimé que, pendant l'exercice financier 1962, les dépenses s'élèveraient à 7 504 000 dollars et les recettes locales à 1 400 000 dollars, ce qui laisserait un déficit d'environ 6 105 000 dollars à combler par l'Autorité administrante.
73. Ainsi qu'il a été indiqué par le passé, les budgets annuels des municipalités et des districts sont établis et gérés séparément, et les dépenses sont couvertes par les impôts et les droits de licence. Beaucoup de municipalités n'étaient pas tenues, jusqu'ici, d'établir un budget en raison de leur faible population et de la simplicité de leurs besoins. Maintenant qu'elles ont toutes reçu une charte, elles sont tenues d'établir leur budget annuel, quelle que soit leur importance. Pendant l'exercice 1961, les recettes fiscales des sept districts du Territoire se sont élevées à 573 206 dollars, contre 532 710 dollars en 1960, les chiffres des dépenses s'étant établis à 515 758 dollars et 445 918 dollars, respectivement.
74. A sa vingt-septième session, le Conseil a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante examinait de manière positive les suggestions de la Mission de visite tendant à augmenter les recettes du Territoire et que, dans un district, des droits étaient déjà perçus sur les boissons alcoolisées importées. Il a recommandé d'examiner d'urgence la possibilité d'instituer un impôt territorial sur le revenu pour tous les résidents du Territoire, et, soulignant qu'il est souhaitable d'établir un régime fiscal plus uniforme pour l'ensemble du Territoire, il a estimé que la création d'une assemblée législative, à une date rapprochée, aiderait beaucoup à atteindre cet objectif. Dans le rapport sur l'année considérée, l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle cherchait à uniformiser le régime fiscal et que l'une des tâches du nouvel économiste sera de procéder à une révision des procédures fiscales actuellement en vigueur dans le Territoire.

75. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que le budget du Territoire pour l'année considérée s'élevait à 7 430 324 dollars, et que, s'il faut tenir compte, dans une certaine mesure, des dépenses spéciales qu'a entraîné la réparation des dégâts causés par les typhons, ce montant est cependant inférieur de 794 573 dollars au montant correspondant pour 1960, et est également inférieur à ceux des années antérieures. La contribution de l'Autorité administrante au budget du Territoire s'est élevée à 6 133 368 dollars, soit 684 381 dollars de moins qu'en 1960. La presque totalité de la contribution de l'Autorité administrante est consacrée à des dépenses courantes, telles que le paiement des traitements, le fonctionnement des services existants, etc. En 1961, où les dépenses totales s'élevaient à 7 430 324 dollars, le montant affecté à l'"évolution économique et politique" n'a pas dépassé 452 613 dollars, contre 547 599 dollars en 1960. Il s'ensuit que la somme effectivement disponible pour le développement économique ne saurait être bien importante. Le Conseil ne perd pas de vue qu'étant donné que les ressources intérieures du Territoire ne sont pas pleinement mobilisées et mises en valeur, sa capacité de se procurer des revenus demeure limitée. Il n'est que trop évident que les fonds versés par l'Autorité administrante sont nécessaires au développement de l'économie du Territoire, ainsi qu'à la satisfaction de ses autres besoins financiers, comme le font ressortir d'autres sections du rapport.

Industries

76. La grande industrie est inexistante. Le traitement du coprah, la production artisanale et la construction de petits bateaux dans les îles Marshall sont traditionnellement les seules industries du Territoire. Toutefois, au cours de ces dernières années, plusieurs industries de transformation et autres, notamment une petite savonnerie, un pressoir à huile, plusieurs scieries, quelques chantiers

de construction de petits bateaux et des fabriques de blocs de ciment, ont été créés avec l'aide de l'Administration. Ayant souligné, les années précédentes, qu'il était souhaitable de développer d'autres industries locales pour répondre le plus possible aux besoins du Territoire, le Conseil a exprimé l'espoir, à sa vingt-neuvième session, que l'Autorité administrante prendrait sérieusement en considération la création dans le Territoire d'industries de transformation et d'industries manufacturières économiquement rentables. Dans le rapport sur l'année considérée, l'Autorité administrante a fait savoir qu'elle s'efforcerait de créer de petites industries de transformation et de petites industries manufacturières si elles s'avéraient économiquement rentables.

77. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil qu'on envisageait la création d'autres entreprises, qui pourraient avoir besoin de capitaux extérieurs : industries mécaniques et manufacturières - confection et industries alimentaires par exemple - et, par la suite, entreprises commerciales de transports et de voyages. Grâce à l'aide du nouveau Service du développement économique et du Service de vulgarisation agricole du Territoire, on avait créé une fabrique de savon.

78. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil et ses missions de visite ont souligné par le passé la nécessité de mettre sur pied de petites industries de transformation à partir de ce que produit l'agriculture du Territoire. Le Conseil note avec satisfaction qu'une première expérience a été faite avec la création d'une fabrique de savon et exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à explorer les possibilités de création d'industries analogues dans d'autres domaines avec l'aide des capitaux locaux que l'Administration pourra compléter au besoin.

Pêcheries

79. On a commencé, en 1958, à exploiter les abondantes ressources piscicoles du Territoire, en mettant sur pied un programme de pêcheries dans le district des Palaos. Dans le cadre de ce programme, on a acheté, en 1958 et 1959, des appareils de congélation, des machines servant à produire de la glace en copeaux, un bateau de pêche, installé des bassins, etc.; des pêcheurs palaos ont ensuite

reçu une formation pendant les derniers mois de 1959. Le programme de développement des pêcheries a tout particulièrement retenu l'attention du Conseil jusqu'ici. A sa vingt-septième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante de son projet de création d'une école de pêche pour le Territoire et d'un institut agricole du Territoire sous tutelle. Il a recommandé de développer considérablement le projet des pêcheries et d'accorder une attention spéciale au développement de la pêche, y compris l'industrie des conserves, en vue de la consommation intérieure du Territoire et de l'exportation. Dans le rapport sur l'année considérée, l'Autorité administrante a fait savoir que l'école de pêche des Palaos et l'Institut agricole de Ponapé s'ouvriraient à l'automne 1961. Dans le cadre du projet relatif aux pêcheries, on s'est fixé plusieurs objectifs importants pour 1961/62, notamment l'achèvement d'une usine de congélation d'une capacité de 25 tonnes et d'installations pour l'entreposage du poisson, que suivront la création d'une conserverie pilote, la construction de bateaux de pêche de types appropriés et d'autres projets connexes.

80. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que des négociations étaient en cours avec un certain nombre de sociétés des Etats-Unis en vue d'organiser la pêche commerciale en grand dans le district des Palaos et celui de Truk.

81. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil reste d'avis que les ressources en poisson des mers qui baignent les côtes du Territoire doivent être exploitées au maximum. Il est heureux de constater que le projet pilote de pêcherie à Palao a commencé à fonctionner. Il considère qu'il faut non seulement développer considérablement ce projet dans un proche avenir mais encore mettre sur pied des projets analogues dans les divers districts du Territoire où les perspectives de pêche semblent bonnes, comme aux îles Ponapé, Truk et Marshall. Il note que l'Autorité administrante a déclaré que des négociations étaient en cours avec un certain nombre de sociétés des Etats-Unis pour organiser la pêche commerciale en grand dans le Territoire sous tutelle.

Le Conseil espère que l'Autorité administrante prendra activement en considération la nécessité de créer une ou plusieurs usines de conserves pour permettre au Territoire d'exporter, sur une échelle assez importante, le poisson pêché dans ses eaux.

Développement du tourisme

82. La Mission de visite (1961) a été très frappée par les possibilités qu'offre le Territoire pour un développement de l'industrie touristique et a estimé qu'on pourrait entreprendre une expérience pour voir comment le tourisme pourrait être développé de la façon la plus avantageuse pour le Territoire.

83. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté la conclusion et recommandation suivante :

Le Conseil souhaite rappeler les observations de la dernière Mission de visite qui figurent au paragraphe 107 de son rapport.

Agriculture

84. Les principaux produits du Territoire sont le coprah, la colocase, l'arrow-root, l'igname, le manioc, l'arbre à pain, le baquois et le bananier. L'Autorité administrante a indiqué qu'un important élément du programme agricole à long terme, qui vise à améliorer l'agriculture de subsistance et les cultures marchandes, ainsi qu'à introduire de nouvelles espèces végétales et animales, était la création de stations agricoles. Ces stations ont continué à servir de centres d'essais et de démonstration et à fournir de nouvelles espèces végétales et animales. Ces dernières années, l'Administration a beaucoup cherché à stimuler la culture du cacao.

85. A sa vingt-septième session, le Conseil a noté avec satisfaction qu'un programme décennal de développement de la culture du cocotier a été entrepris et il a exprimé l'espoir que ce programme augmenterait sensiblement les recettes du Territoire. Il a noté également que les objectifs à long terme de l'Autorité administrante dans le domaine de l'agriculture comprenaient la diversification des cultures et l'amélioration de l'agriculture de subsistance et des cultures marchandes déjà établies, ainsi que la formation de Micronésiens en agriculture tropicale. Il a noté les progrès accomplis dans le développement de la culture du cacaoyer et il est persuadé, avec la Mission de visite, qu'une accélération du programme actuel pourrait, en très peu de temps, faire du cacao l'un des principaux

produits d'exportation du Territoire. Il a également appelé l'attention de l'Autorité administrante sur la suggestion de la Mission de visite selon laquelle, les expériences ayant confirmé que le poivrier venait bien, le moment était peut-être arrivé d'en entreprendre la culture à l'échelle commerciale. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante rechercherait l'aide de la FAO et d'autres organismes internationaux et régionaux en matière de développement agricole, chaque fois qu'il estimerait que cette aide serait utile au Territoire.

86. Dans le rapport sur l'année considérée, l'Autorité administrante a signalé qu'elle avait continué à subventionner le programme prévoyant la plantation de 100 000 cacaoyers et que ce chiffre avait été largement dépassé dans le secteur privé. Au milieu de 1961, un total de 350 000 cacaoyers avaient été plantés, la plupart à Ponapé et à Truk. On avait commencé, dans chaque district, au titre d'un programme d'éducation des adultes, à enseigner aux agriculteurs les méthodes de culture du cacao. Au début de l'exercice 1961, on a vendu aux Etats-Unis, à titre d'échantillon, 1 200 livres de fèves de cacao, qui ont été jugées de très bonne et même d'excellente qualité. Environ 2,5 tonnes courtes ont de nouveau été envoyées aux Etats-Unis au milieu de 1961. L'Autorité administrante a aussi indiqué qu'elle continuait à pousser vigoureusement son programme décennal de remise en état des plantations de cocotiers dans le Territoire.

87. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que les progrès accomplis dans la culture du cacaoyer ont dépassé toutes les espérances. Il considère que l'Administration doit continuer à encourager le développement de cette culture et à lui fournir une assistance financière et technique, du fait surtout qu'elle promet de devenir l'une des sources principales de recettes à l'exportation.

Le Conseil note aussi avec satisfaction les progrès accomplis dans d'autres programmes agricoles, tels que les opérations d'amélioration et de reconstitution des plantations de cocotiers dans certaines régions dévastées par le typhon.

Bien que ces faits soient encourageants, il est inquiétant de constater que l'économie du Territoire continue à dépendre principalement du coprah et dans une certaine mesure du cacao. Le Conseil souhaite donc souligner la nécessité d'une nouvelle diversification de l'agriculture du Territoire de façon que celui-ci ne soit plus aussi exclusivement tributaire d'une ou deux cultures marchandes.

Elevage

88. L'élevage dans le Territoire porte surtout sur le porc et la volaille. Dans chaque district, la station agricole élève des reproducteurs (porcs et volaille) destinés à être vendus aux Micronésiens pour améliorer leur cheptel. L'élevage des bovins a été développé de façon appréciable dans le district de Saïpan; dans les autres districts, celui des bovins et des kérabaus s'est développé également mais dans des proportions moindres.

89. A sa vingt-septième session, le Conseil a noté avec satisfaction que la Mission de visite de 1961 avait estimé que le développement de l'élevage des bovins dans le district de Saïpan était encourageant et il a exprimé l'espoir que des initiatives analogues seraient prises dans les autres districts où les conditions sont favorables.

Transports et communications

90. En 1961, l'Administration a dépensé pour les transports 1 591 884 dollars, soit environ 20 p. 100 du budget. Dans cinq des sept districts du Territoire, les transports maritimes à l'intérieur des districts et entre les districts sont assurés surtout par des bateaux appartenant à l'Etat et gérés par une société privée, la Pacific Micronesian Line. Aux îles Marshall, les transports sont assurés en outre par deux bateaux privés, qui sont exploités par des sociétés locales et suivent les horaires établis par l'administrateur de district. Saïpan et Rota sont desservis par un bateau appartenant à la Saipan Shipping Company et un bateau garde-côte transformé. Le trafic local est assuré en grande partie par des canoës à balancier et d'autres petites embarcations en bois qui parcourent de courtes distances. En plus des services maritimes, des services aériens hebdomadaires de voyageurs, de fret et de courrier sont assurés entre les chefs-lieux de district et Guam par trois appareils amphibies appartenant à l'Etat.

91. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que les transports avaient été grandement améliorés. Dans le district de Truk, un nouveau bateau, spécialement conçu pour la navigation locale, avait été mis en service. Le bassin du port de Truk avait été achevé, et le port dragué. Un navire à moteur, le "North Star", acheté au Département de l'intérieur, permettrait d'accroître sensiblement les possibilités de ravitaillement. L'acquisition d'un avion DC-4, qui serait mis en service le 1er juillet 1962, améliorerait les liaisons aériennes. Ce nouvel avion, qui pourrait transporter 40 passagers et un tonnage appréciable de fret, représenterait un très sérieux progrès par rapport aux appareils amphibies qui ne pouvaient transporter que 14 passagers et très peu de fret. Le terrain d'aviation de l'île de Yap, reconstruit pendant l'année, devait entrer en service le 1er janvier 1962. On avait également commencé à reconstruire divers autres aérodromes du Territoire.

92. On travaillait à améliorer les transports terrestres. Une route de 35 milles reliant le centre du district à l'île de Majuro avait été récemment ouverte. Cette route reliait maintenant toutes les parties de l'atoll et avait été construite grâce aux efforts de la population de l'atoll de Majuro, aidée par l'administration locale. Sur l'île de Yap, la population avait remis en état et amélioré près de 14 milles de routes.

93. Les services d'émissions radiophoniques avaient été considérablement développés. De nouvelles stations avaient été créées sous les auspices du gouvernement, l'une à Saïpan et l'autre dans les Palaos, et du matériel avait été acheté pour installer à Yap une station du gouvernement. Le premier poste commercial privé du Territoire avait commencé à fonctionner dans le district de Truk. Dans ce même district, le gouvernement ferait installer en 1962 sa propre station d'émission. De plus, au cours de l'année considérée, sept nouvelles stations de radio appartenant au gouvernement et exploitées par lui avaient été installées dans les îles périphériques pour relier les régions les plus éloignées aux centres de district. Il y avait maintenant 14 de ces stations.

94. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil rappelle les recommandations de la Mission de visite de 1961 concernant le développement des services de transport. Il n'est pas nécessaire de souligner le lien étroit qui existe entre l'expansion économique et le développement de tels services, notamment des liaisons aériennes et maritimes entre les îles ainsi que des communications routières dans quelques-unes des grandes îles en vue de permettre un transport plus économique des récoltes. Le Conseil espère donc que cette question fera l'objet d'une attention particulière et que des crédits supplémentaires seront ouverts à cette fin.

Commerce et négoce

95. Pendant la période considérée, la valeur des exportations a été de 2 130 384 dollars contre 1 891 300 dollars en 1960. La production de coprah a été de près de 13 349 tonnes en 1961, soit 3 232 tonnes de plus que l'année précédente, et a rapporté 1 775 866 dollars, ce qui, d'après l'Autorité administrante, constituait un chiffre record. L'écoulement du coprah est assuré par une compagnie privée américaine, liée par contrat à l'Office de stabilisation des prix du coprah, dont les réserves s'élevaient en 1961 à 699 432 dollars; celles du Fonds de stabilisation de Saïpan étaient de 70 107 dollars. La production de coquilles de troques est tombée en 1961 à 176 052 livres, contre 636 201 livres en 1960, d'une valeur de 63 717 dollars et 148 366 dollars, respectivement. Le prix mondial des coquilles de troques, qui était de 1 160 dollars par tonne en 1956, a baissé progressivement et était tombé à 640 dollars en 1961. L'exportation des légumes, en provenance surtout de Saïpan et de Rota, est passée de 104 988 dollars en 1960 à 118 748 dollars en 1961. Les produits artisanaux, exportés par des entreprises commerciales et autres, ont rapporté 23 369 dollars en 1961 contre 20 711 dollars en 1960. L'exportation du poisson et de la viande est passée de 27 000 dollars en 1960 à 78 000 dollars en 1961.

96. La valeur des importations est passée de 3 746 734 dollars à 4 560 115 dollars, dont 2 329 181 dollars pour les produits alimentaires.

/...

97. Des maisons d'importation et de commerce locales assurent le commerce intérieur par leurs propres bateaux ou les bâtiments de cabotage de l'Administration.

98. A sa vingt-septième session, le Conseil a noté que la Mission de visite avait recommandé la désignation au siège du Territoire d'un spécialiste des études de marché chargé d'étudier les débouchés extérieurs pour les produits du Territoire, d'en déterminer l'étendue et de donner des avis sur le développement du marché intérieur. Il s'est félicité de la déclaration du représentant spécial selon laquelle cet expert serait bientôt nommé. Tout en se rendant compte qu'une des difficultés à trouver des débouchés extérieurs résultait des frais de transport qui s'ajoutent au prix des produits, le Conseil a estimé que l'Autorité administrante pourrait juger utile, aux fins de la planification économique, de défalquer ces frais du prix des produits, en prenant directement le transport à sa charge, sans essayer de faire supporter ces frais par les producteurs.

99. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil qu'un centre des produits micronésiens avait été créé à Guam sous les auspices du Service économique du Territoire sous tutelle et du nouvel Office du développement communautaire. Ce centre, qui pour le moment se consacrait surtout à la vente de produits de l'artisanat, devrait à la longue devenir une coopérative de vente pour l'ensemble du Territoire, en mesure de traiter avec les coopératives de production les plus diverses dans les différents districts.

Coopératives

100. A sa vingt-septième session, le Conseil a estimé que l'Autorité administrante devrait, ainsi que l'a suggéré la Mission de visite, encourager fortement la création de sociétés coopératives pour le développement agricole et industriel.

101. Dans son rapport annuel, l'Autorité administrante a informé le Conseil que deux coopératives de pêche fonctionnaient sur le Territoire, une dans le district de Ponapé et l'autre dans celui des Palaos. Le principe de la coopérative suscite un intérêt croissant dans d'autres zones. A Yap, une société commerciale a étudié la possibilité d'adopter de nouvelles méthodes coopératives, et d'effectuer par la suite toutes ses opérations sur une base coopérative si les actionnaires

le désiraient. D'une façon générale, les actionnaires des sociétés commerciales ayant une charte ne souhaitent guère que leurs sociétés deviennent de véritables coopératives. Il y a place pour d'autres types de coopératives, mais il ne sera possible de les créer que lorsque les méthodes et les principes de l'action coopérative auront été compris par les populations autochtones. Le Co-operatives Officer de la South-Pacific Commission s'est rendu en avril 1959 sur le Territoire et sa visite a stimulé un vif intérêt au sujet des coopératives, notamment au sujet des mutuelles de crédit. Dans le courant de l'année, cinq mutuelles de crédit se sont vu accorder l'autorisation de fonctionner dans le district des Palaos et d'autres sont en voie de formation.

102. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil qu'un certain nombre de coopératives de production et de centres de commercialisation avaient été créés au cours de l'année considérée, depuis une coopérative de producteurs de cacao et de coprah et une coopérative de pêche jusqu'à une association de constructeurs de bateaux et une coopérative de construction de logements. Quatre membres de ces organismes suivaient actuellement aux îles Fidji un cours de perfectionnement consacré aux coopératives et, à leur retour, donneraient eux-mêmes dans tout le Territoire une série de cours de formation sur les coopératives.

103. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures, est satisfait de constater que l'on a nommé un fonctionnaire chargé des coopératives dans les services centraux ainsi que des fonctionnaires locaux à temps complet dans les districts pour les coopératives ou le développement communautaire. Il note que certains de ces agents suivent en ce moment un cours de formation aux îles Fidji et, qu'à leur retour, ils aideront à former dans le Territoire même du personnel de coopératives.

Régime foncier

104. Les formes coutumières de régime foncier, qui varient selon les endroits, prédominent sur toute l'étendue du Territoire. On a publié en 1959 un manuel sur le régime foncier coutumier pour servir de guide au personnel administratif et judiciaire.

105. Les propriétés foncières détenues par des personnes non autochtones sont de peu d'étendue et ont été acquises sous les administrations précédentes. Le Code du Territoire interdit maintenant cette aliénation de terres.

106. Les administrations précédentes ont déclaré terres du domaine public toutes les terres qui n'étaient pas effectivement utilisées par les habitants et ont aussi acquis du titre de propriété sur d'autres terres. L'Administration actuelle possède maintenant ces terres. Au cours des dernières années, il y a eu un certain nombre de réclamations de particuliers contre le domaine public, à la suite desquelles certaines terres ont été rendues à leurs anciens propriétaires autochtones. Depuis 1957, quelque 1 700 acres appartenant au domaine public ont ainsi été rendues à des particuliers dans le district des Palaos. Il existe, dans chaque district, un comité consultatif des questions foncières, qui doit comprendre au moins deux Micronésiens. Ces comités sont chargés d'assister le Haut Commissaire de leurs avis en ce qui concerne l'utilisation et la mise en valeur des terres du domaine public, y compris la constitution de ces terres en homesteads (biens de famille).

107. Dans le cadre du programme gouvernemental de constitution de homesteads, certaines terres du domaine public ont été remises, pour former des exploitations agricoles individuelles, à des Micronésiens qui ne possédaient pas de terres et en avaient besoin. Ce genre de transfert de propriété n'est important que dans les districts des Palaos, de Ponapé, de Rota et de Saïpan, qui sont les seuls où les terres du domaine public aient une étendue considérable.

108. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que le programme de remise des terres du domaine public aux Micronésiens avait été intensifié et que l'octroi de titres constitutifs de biens de famille (homesteads) avait été considérablement accéléré. Dans le seul district de Ponapé, on avait délivré quelque 276 actes de transfert de propriété dans le

cadre du programme de homesteading et l'on s'efforçait de pousser ce programme au maximum. Un personnel supplémentaire avait été affecté aux services du cadastre et du contentieux foncier de divers districts en vue de hâter le plus possible les travaux à faire sur les lieux. Les conditions relatives aux biens de famille n'avaient pas été exigées pour les terres occupées à bail par des Micronésiens sur d'anciennes propriétés japonaises et 162 actes de transfert de propriété avaient été dressés au profit de ces Micronésiens.

109. Les seules revendications foncières de quelque importance encore en instance dans le Territoire concernaient l'utilisation de l'atoll de Kwajalein et de certaines parties de l'atoll de Majuro. L'Administration avait tenté, malheureusement sans succès, de parvenir à un règlement satisfaisant avec les intéressés. Les négociations se poursuivaient et l'on gardait l'espoir de pouvoir bientôt parvenir à un règlement mutuellement satisfaisant. Sinon, des dispositions seraient prises pour régler la question en justice.

Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions

Généralités

110. Le représentant de l'Australie s'est demandé si le Territoire des Iles du Pacifique pourrait jamais avoir une économie viable. Cependant, il s'est félicité des efforts faits pour que le Territoire se suffise davantage à lui-même. Il a émis l'opinion que la pêche pourrait peut-être contribuer de façon assez importante au développement économique du Territoire et que cette question devrait être étudiée de manière approfondie.

111. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'aucun effort de la planification économique n'avait été fait dans le Territoire et qu'aucun plan de développement économique intégré et à long terme n'avait été élaboré. La dernière Mission de visite n'avait trouvé que quelques projets isolés et, même pour ceux-ci, on n'avait pas établi d'ordre de priorité bien précis ni prévu de système permanent d'octroi des crédits. La Mission avait vu trop d'écoles et d'hôpitaux dont la construction avait dû être interrompue pendant six ou huit mois parce que les crédits ouverts pour l'année se trouvaient épuisés.

112. Le représentant de la Chine a déclaré que l'Autorité administrante avait fait un pas dans la bonne direction en créant un service spécial chargé de s'attaquer aux problèmes économiques du Territoire. Etant donné que l'Administration s'employait à l'heure actuelle à élaborer un plan économique à long terme pour le Territoire, il ne se proposait pas à ce stade d'examiner dans le détail les problèmes économiques qui se posaient en Micronésie. Il espérait que le service qui venait d'être créé au siège administratif disposait d'assez de données à jour pour permettre à ses économistes de formuler des plans précis de développement économique dans tous les domaines en tenant compte des marchés qui existaient tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Territoire. Pour que la Micronésie sorte de la stagnation, l'Autorité administrante devrait fournir des fonds qui soient non seulement suffisants pour assurer de façon convenable le fonctionnement des services compétents dans le Territoire, mais encore assez importants pour permettre d'entreprendre et de mener à bien des plans de développement économique plus

ambitieux. Le représentant de la Chine a estimé que l'élaboration de plans visant à faire participer les capitaux étrangers à l'activité économique du Territoire, la création d'un fonds de développement économique de la Micronésie, l'établissement d'un centre des produits micronésiens, le développement des mutuelles de crédit et des coopératives constituaient, pour l'année considérée, des mesures de grande importance dont il convenait de se féliciter.

113. Selon le représentant de la France, on était en droit d'espérer que, les investissements de capitaux extérieurs étant désormais partialement autorisés, diverses industries, notamment celle de la pêche, connaîtraient une certaine expansion. De même, la création d'un fonds de développement économique était de nature à favoriser l'accroissement du volume des affaires, principalement celui des petites entreprises et des coopératives qui bénéficieraient des prêts accordés par ce fonds.

114. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, dans le domaine de l'économie, qui était intimement lié aux intérêts vitaux de la population, l'Autorité administrante poursuivait sa politique traditionnelle à l'égard des Iles du Pacifique, dont le but était d'empêcher l'accession de cette région à l'indépendance dans un proche avenir. D'après lui, la situation actuelle était si peu satisfaisante que même les mesures de développement économique du Territoire prises du temps de l'administration japonaise prenaient figure de réalisation. Le Haut Commissaire avait reconnu que les Etats-Unis, depuis quinze ans qu'ils étaient chargés de l'administration du Territoire, n'avaient même pas rétabli les pêcheries qui, sous la domination japonaise, permettaient d'exporter, à des prix intéressants, jusqu'à 30 000 tonnes de poisson par an, et que les eaux entourant les îles étaient extrêmement riches en poissons et en autres ressources animales. Le représentant de l'Union soviétique a demandé pourquoi ces ressources n'étaient pas exploitées et pourquoi la population était condamnée de façon permanente à avoir un niveau de vie très bas; selon lui, c'était là le résultat de la "gestion" par les Etats-Unis des ressources naturelles du Territoire. Le représentant de l'Union soviétique se refusait à croire que, si les Etats-Unis s'étaient réellement attachés à élever le niveau de vie de la population du Territoire sous tutelle, ils n'auraient pas pu, en quinze années, redonner à l'économie tout au moins le niveau qu'elle avait avant qu'ils acceptent d'être

responsables de l'administration des Iles du Pacifique. Il était également évident que, s'ils l'avaient vraiment voulu, les Etats-Unis auraient pu établir un plan de développement économique du Territoire sous tutelle. Ce n'était qu'aujourd'hui que les Etats-Unis se rendaient compte qu'un plan de développement économique pourrait peut-être donner des résultats. Mais ils n'en prenaient conscience qu'au moment où leur administration entrait dans sa seizième année, alors que l'importance de la planification avait déjà été soulignée à maintes reprises au cours des débats du Conseil de tutelle.

Finances publiques : création de recettes publiques suffisantes

115. Le représentant de l'Inde a déclaré que le budget du Territoire était extrêmement limité et que, comme on n'avait consacré que peu de fonds au développement, le Territoire ne pourrait pas fournir par lui-même les capitaux d'investissement nécessaires. Ceux-ci devraient être fournis par l'étranger. La dernière Mission de visite avait déclaré que, si le gouvernement poursuivait la politique qu'il avait adoptée depuis plusieurs années et qui consistait à interdire l'entrée de capitaux étrangers, il devrait à titre de compensation fournir lui-même les capitaux nécessaires. Selon le représentant de l'Inde, il faudrait parvenir à un compromis. Certains capitaux étrangers, des capitaux privés, devraient pouvoir être utilisés dans certains secteurs de l'économie du Territoire, par exemple pour la fabrication d'eaux gazeuses ou d'autres activités de faible envergure. A son avis, le financement à long terme jouait un rôle capital dans la planification et le développement économiques. Dans le passé, rien n'avait été fait dans ce sens et, tant que l'Administration ne serait pas en mesure d'assurer que l'exécution d'un plan établi ne soit pas différée ou interrompue par le manque de crédits et ne dépende pas d'ouvertures annuelles de crédits plus ou moins problématiques, la planification à long terme ne serait pas possible. Dans le domaine du développement, ou tout au moins en ce qui concerne certains secteurs du développement qui devraient être intégrés dans un plan d'ensemble, l'Administration devrait donc veiller à ce que les fonds nécessaires lui soient fournis et à ce que l'exécution d'un plan ne soit pas conditionnée par des ouvertures annuelles de crédit.

116. Le représentant de la France a exprimé l'espoir que les débats du Conseil de tutelle aideraient au moins le représentant spécial de l'Autorité administrante à obtenir du Gouvernement et du Congrès des Etats-Unis les crédits nécessaires. Si

l'on considérait que la population du Territoire était peu nombreuse, en comparaison par exemple de celle d'autres territoires sous tutelle, on avait le sentiment que l'effort demandé pour l'exercice 1963 n'atteignait pas des chiffres considérables en valeur absolue, mais qu'il représentait des perspectives d'amélioration relativement importante pour les habitants des îles.

117. Le représentant de la Bolivie a exprimé l'espoir que le Congrès des Etats-Unis envisagerait avec intérêt et sympathie l'avenir des îles et comprendrait la nécessité d'augmenter le budget qui leur est consacré.

118. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'apport de capitaux étrangers contribuerait sensiblement au développement du Territoire.

Pêche

119. Le représentant de l'Inde a estimé que, du point de vue économique, c'est sur les ressources de la pêche que le Territoire pouvait fonder ses plus grands espoirs. Il a noté avec regret que ces ressources étaient demeurées presque complètement inexploitées. Il ne lui a pas semblé à ce sujet que le projet pilote des Palaos ait beaucoup avancé, en dépit de la création d'une école. Il a estimé que toute expérience de développement de la pêche dans les Îles du Pacifique ne pouvait pas échouer, ne risquait pas d'être déficitaire à la longue et ne pouvait que se développer. Il lui a donc paru que l'on devait adopter une attitude un peu plus hardie en ce qui concerne l'expansion du projet en cours qui pourrait être repris dans d'autres districts, notamment celui de Ponape, peut-être aussi dans les îles Marshall, le district de Truk et celui de Saïpan. Le représentant de l'Inde pensait que toute l'attitude de l'Administration à cet égard avait été timorée. Les priorités et la lenteur du rythme de développement étaient tels que, bien que l'on ait enregistré d'année en année une certaine augmentation des recettes provenant de la pêche, son développement ne permettait pas encore et ne permettrait probablement pas, avant cinq ans, d'accroître sensiblement les recettes du Territoire, alors que la pêche devrait être l'une de ses principales sources de revenu. Le représentant de l'Inde a pris note avec satisfaction des progrès réalisés, mais il les a jugés insuffisants. Il a exprimé l'espoir que l'Administration consacrerait dès à présent une attention toute particulière au développement de la pêche dans le Territoire et lui allouerait des crédits beaucoup plus importants.

120. Le représentant de la Bolivie a été d'avis que le Conseil devait insister sur la nécessité d'exploiter plus intensivement les ressources de la mer.

121. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré qu'il comptait qu'une première tentative dans ce domaine, intéressant les pêcheries commerciales, serait entreprise dans les mois à venir. Il était hors de doute que la pêche constituait pour le Territoire la ressource potentielle la plus précieuse et l'Autorité administrante souhaitait vivement l'utiliser pour le plus grand profit des Micronésiens.

122. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a assuré le représentant de l'Inde, que l'Autorité administrante se proposait non seulement de poursuivre l'exécution du projet concernant la pêche qui était actuellement en cours, mais aussi d'entreprendre des projets pilotes analogues dans d'autres districts. Si l'on encourageait le développement des pêcheries commerciales au moyen de capitaux étrangers, on ne disposerait pas moins d'amples possibilités pour mettre également en route des projets subventionnés par l'Administration.

Développement du tourisme

123. Le représentant de l'Inde a estimé que le tourisme offrait au Territoire d'excellentes possibilités et qu'il faudrait se préoccuper davantage de son développement et de celui des installations nécessaires (hôtels, motels, etc.).

Agriculture

124. Le représentant de l'Inde a exprimé l'espoir que l'Administration continuerait de se préoccuper de la nécessité de diversifier la production agricole du Territoire, de façon que, dans un certain nombre d'années, le Territoire ne soit plus tributaire d'une ou deux cultures, et notamment de la production de coprah, si aléatoire en raison des typhons très fréquents dans le Territoire.

125. Le représentant de l'Inde a rappelé la recommandation que la Mission de visite de 1961 avait faite au sujet de la nécessité de diversifier davantage les cultures et il a considéré que des mesures devaient être prises à cet effet.

126. Le représentant de la France a pris note des progrès appréciables de la production agricole. Il a approuvé pleinement les mesures adoptées en vue de diversifier l'économie, notamment par l'introduction de nouvelles cultures marchandes. Les premiers résultats obtenus devraient inciter l'Autorité administrante à persévérer dans cette voie.

Transports et communications

127. Le représentant de la Chine a souligné qu'en s'attaquant aux problèmes économiques dus à la dispersion extrême des communautés insulaires du Territoire, l'Autorité administrante avait eu raison d'intensifier ses efforts pour résoudre le problème des communications et des transports. Il a exprimé l'espoir qu'elle envisagerait la possibilité d'étendre la participation de capitaux étrangers au domaine des transports.

Coopératives

128. Le représentant de la Bolivie a estimé qu'il convenait d'encourager la formation de coopératives.

129. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a souligné qu'il reconnaissait comme tous les membres du Conseil l'importance que le développement des coopératives présentait pour le progrès économique. L'administration s'attachait de plus en plus à développer les coopératives. Un cycle d'études à ce sujet, auquel avaient assisté des délégués venant de tout le Territoire, avait eu lieu en juillet 1961 à Palao et on comptait en organiser d'autres dans les mois d'été à venir. Un fonctionnaire chargé des coopératives était maintenant attaché au personnel du siège administratif et chaque district avait maintenant des fonctionnaires du même genre ou des agents du développement communautaire qui consacraient tout leur temps au développement des coopératives. Le fonctionnaire du Siège et les trois fonctionnaires de district chargés des coopératives se trouvaient en ce moment aux îles Fidji, où ils suivaient un stage de perfectionnement en matière de coopératives. Dès leur retour, ils organiseraient des stages analogues dans les divers districts du Territoire. Il y avait maintenant dans le Territoire vingt-trois coopératives, qui étaient des sociétés de crédit mutuel, des coopératives de vente, des coopératives de production et une coopérative de logement. On pouvait s'attendre à ce que les entreprises coopératives de tout type continuent à se développer au cours de l'année à venir.

Régime foncier

130. Le représentant de la Bolivie a estimé que la déclaration faite par le représentant spécial pourrait ouvrir la voie et préparer le terrain à une solution des problèmes du régime foncier et de la propriété des terres. Le représentant

spécial avait indiqué que toutes les terres disponibles appartenaient à l'Administration. Le représentant de la Bolivie pensait donc que le Conseil considérerait que ces terres, représentant ces 25 p. 100 de toutes les terres, devraient être conservées en réserve, en prévision de l'augmentation future de la population du Territoire. Il estimait que, pour faire face à cet accroissement démographique, un minimum de terres réservées devaient demeurer entre les mains de l'Administration et, plus tard, du Conseil législatif de la Micronésie.

131. En ce qui concerne la question de la demande d'indemnisation des habitants de Kwajalein, le représentant de l'Inde a rappelé que le Conseil de tutelle avait adopté une résolution dans laquelle il avait recommandé à l'Autorité administrante d'envisager le versement d'une somme forfaitaire initiale à titre provisoire, sous réserve d'un ajustement au moment du règlement final. Le représentant de l'Inde a regretté qu'aucun progrès n'ait été fait dans ce sens et que les habitants de Kwajalein n'aient pas reçu le versement qui leur était dû. Un versement initial, sous forme de somme forfaitaire, ne devrait pas nécessiter des négociations détaillées. Le représentant de l'Inde a rappelé que la Mission de visite avait étudié la question de façon très détaillée en 1961. Malgré cela, aucun progrès n'avait été accompli. La Mission avait recommandé que, dans l'hypothèse où ces affaires d'indemnisation pour l'utilisation de terres par le Gouvernement des Etats-Unis ne seraient pas réglées de façon satisfaisante dans un très proche avenir, le montant de l'indemnité et les modalités d'indemnisation soient fixés par voie d'arbitrage. Maintenant, le Gouvernement des Etats-Unis venait de demander au Congrès d'autoriser un règlement judiciaire de cette question devant un tribunal des Etats-Unis. Le représentant de l'Inde a considéré qu'une telle procédure de règlement n'aurait de valeur ou de validité que si les habitants étaient disposés à l'accepter. Si, dès le début, telle n'était pas leur intention, cette procédure ne devrait pas être entreprise. Si les habitants de Kwajalein n'acceptaient pas que l'affaire soit portée devant un tribunal des Etats-Unis et demandaient qu'elle soit réglée rapidement, la recommandation de la Mission de visite, qui avait été adoptée à l'unanimité, devrait recevoir toute l'attention qu'elle méritait. Quel que soit le mode de règlement qui serait adopté d'un commun accord, l'Administration pourrait, conformément à la résolution adoptée en 1960, offrir aux intéressés une somme forfaitaire initiale qui atténuerait jusqu'à un certain point leurs difficultés financières, en attendant le règlement final.

132. Le représentant de la Chine a noté avec regret que les demandes d'indemnisation pour les terres de Kwajalein, malgré de longues négociations, n'avaient pas encore été réglées. Il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante continuerait d'étudier le problème afin de voir quel règlement satisfaisant pourrait lui être apporté dans un très proche avenir par des moyens équitables et pleinement conformes à l'Accord de tutelle. Si, de l'avis de l'Autorité administrante, aucune solution ne pouvait être trouvée par voie de négociation ou d'autres moyens équitables du même ordre, le seul recours serait de déterminer par arbitrage le montant des indemnités et les modalités de leur versement, ainsi que le Conseil de tutelle l'avait recommandé à sa vingt-septième session, sur la suggestion de la Mission de visite de 1961.

133. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a exprimé le regret de ne pas pouvoir renseigner le Conseil sur l'attitude des demandeurs à l'égard du projet de loi autorisant la Court of Claims des Etats-Unis à statuer sur l'affaire. Il ne croyait pas qu'il soit indiqué de faire un pronostic sur ce que serait cette attitude. De toute façon, le Congrès ne se prononcerait sur ce projet de loi que lorsque les demandeurs et leurs avocats, ainsi que le Gouvernement des Etats-Unis, auraient été entendus par les commissions parlementaires compétentes.

IV. PROGRES SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Services médicaux et sanitaires

134. Le Département de la santé publique du Territoire gère neuf hôpitaux généraux, comptant au total 424 lits, ainsi que 103 dispensaires (contre 108 en 1960) situés en dehors des centres. Si le nombre des dispensaires a diminué, c'est simplement parce qu'on a regroupé les services dans les municipalités et les îles peu peuplées. De plus, les districts de Ponapé et de Saïpan possèdent chacun une léproserie.

135. Le Département de la santé publique est géré et contrôlé par un directeur qui fait partie du personnel du Haut Commissaire. Celui-ci dispose en outre, pour l'ensemble des districts, du directeur adjoint de la santé publique, du directeur de l'hygiène publique, du directeur de l'école d'infirmières, d'un statisticien de la santé publique et du directeur des services dentaires. On pense qu'un Micronésien sera bientôt nommé à ce dernier poste. Les directeurs de la santé publique sont des Micronésiens dans tous les districts, sauf à Saïpan, où l'on pense qu'un directeur micronésien sera nommé en mars 1962.

136. Les dépenses de santé publique ont été de 583 901 dollars, pendant l'exercice 1961, contre 783 763 dollars l'année précédente. Les honoraires perçus pour les services médicaux et dentaires représentent ordinairement de 5 à 8 p. 100 des dépenses totales de santé publique, sans compter les dépenses de construction, d'entretien et d'amélioration. Pendant la période considérée, on a commencé la construction d'un nouvel hôpital à Majuro; à l'hôpital des Palaos, il ne manquait plus que la dernière aile. On préparait également des plans pour développer encore davantage les services hospitaliers.

137. En ce qui concerne le personnel médical, l'Autorité administrante a signalé que l'effectif du personnel non autochtone, qui était de 20 (y compris 4 médecins et 1 dentiste) en 1960, n'était plus que de 19 (y compris 3 médecins et 1 dentiste) en 1961, tandis que l'effectif du personnel autochtone était passé de 461 à 488. Sur ce chiffre, les médecins et dentistes autochtones sont restés au nombre de 51, tandis que le nombre des infirmières diplômées a baissé de 64 à 58. Dans les catégories subalternes, l'effectif des auxiliaires médicaux micronésiens des

dispensaires est passé de 111 à 116, tandis que celui des auxiliaires médicaux, des infirmières auxiliaires et des élèves infirmières a baissé de 111 à 87.

138. Le Département de la santé publique a poursuivi l'exécution d'un programme de formation médicale de Micronésiens. En 1961, 10 étudiants étaient inscrits à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji à Suva, et trois étudiants ont reçu des bourses pour étudier la médecine à l'étranger. Des bourses complètes ont également été offertes pour l'étude de la médecine dentaire.

139. A sa vingt-septième session, le Conseil a noté avec satisfaction les efforts déployés par l'Autorité administrante pour fournir des services médicaux et sanitaires à la population du Territoire ainsi que les progrès réalisés dans ce domaine. Il a cependant souligné qu'il était nécessaire d'améliorer les services médicaux et sanitaires dans les îles éloignées.

140. Dans le rapport sur l'année considérée, l'Autorité administrante a rappelé les assurances qu'elle avait données et dont le Conseil avait pris note à sa vingt-septième session, selon lesquelles elle ne ménagerait aucun effort pour fournir aux fonctionnaires médicaux micronésiens toute l'assistance technique qu'ils pourraient demander. L'Autorité administrante a pleinement reconnu qu'il fallait accorder davantage d'attention à l'amélioration des services médicaux des îles éloignées. Elle a déclaré que ce problème constituait l'un des principaux programmes du Département de la santé et bénéficierait de la plus haute priorité.

141. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que la protection de la santé des Micronésiens était l'un des aspects les plus importants du programme d'ensemble de l'Administration. Avec la nomination, en 1961, d'un médecin de Saïpan au poste de directeur de la santé publique dans le district des îles Mariannes, tous les districts avaient maintenant des Micronésiens qualifiés à la tête des programmes de santé publique. D'autres membres qualifiés du personnel de santé micronésien avaient été promus à des postes comportant davantage de responsabilités.

142. La construction de nouvelles installations hospitalières avait été accélérée; un nouvel hôpital avait été ouvert dans les Palaos et un autre était en voie d'achèvement à Saïpan; le nouvel hôpital des îles Marshall était à moitié terminé. Les hôpitaux des districts de Truk et de Ponapé allaient être mis en chantier au cours du prochain exercice financier.

143. Des médecins, des infirmières et des dentistes micronésiens avaient suivi des cours de perfectionnement à l'hôpital et à la clinique dentaire de la Marine des Etats-Unis à Guam. Ces cours faisaient partie d'un programme intensif de cours de perfectionnement destinés au personnel médical micronésien. On envisageait de poursuivre et d'étendre cette formation dans les établissements publics de médecine et de santé à Guam, aux Philippines et aux Etats-Unis.

144. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec inquiétude que la tuberculose continue à poser un grave problème sanitaire dans le Territoire. Il demande instamment à l'Autorité administrante de prendre toutes mesures utiles pour l'éradication rapide de cette maladie.

Le Conseil note avec satisfaction la construction de nouveaux établissements hospitaliers et l'organisation de cours de formation pour médecins, infirmières et dentistes micronésiens. Il demande instamment à l'Autorité administrante d'accorder davantage d'attention à l'amélioration des services médicaux et sanitaires ainsi qu'à la formation du personnel médical, notamment pour les îles éloignées.

Main-d'oeuvre

145. Environ 4 200 personnes ont un emploi régulier; la moitié environ sont au service du gouvernement, les autres travaillent dans des entreprises commerciales, s'occupent d'opérations de sauvetage, travaillent pour l'armée ou sont au service de particuliers.

146. Les traitements et salaires et les conditions d'emploi, pour l'ensemble des travailleurs, tendent à s'aligner sur ceux du personnel au service du gouvernement, aussi l'Autorité administrante a-t-elle pour politique de ne pas adopter de barèmes des traitements ou de conditions d'emploi qui rendraient la libre concurrence impossible sur le marché du travail. Les taux de rémunération des travailleurs autochtones sont généralement conformes à un barème officiel (Title and Pay Plan), en vertu duquel la rémunération annuelle minimum varie de 353,60 dollars pour les manoeuvres, les artisans et le personnel domestique de la catégorie A-1, à 3 161,60 dollars pour les cadres administratifs supérieurs et le personnel de

direction de la catégorie C-6. La semaine de 40 heures en cinq journées de huit heures est l'horaire type du personnel au service du gouvernement. Dans chaque district, un bureau du travail ayant un personnel américain et micronésien s'occupe des problèmes de la main-d'oeuvre et recommande aux administrateurs de district certaines mesures à adopter. Le Comité consultatif interdistricts a adopté en août 1960 une recommandation concernant la nécessité de procéder à une enquête sur le coût de la vie. L'Administration a décidé d'attendre l'exercice financier 1962 pour effectuer l'enquête demandée. Elle a toutefois accordé une augmentation générale de 10 p. 100 aux travailleurs micronésiens en janvier 1961, au titre du "Title and Pay Plan".

147. Il n'y a pas de syndicats, bien qu'ils ne soient pas interdits. La seule restriction au droit de grève est le règlement qui interdit les grèves contre le gouvernement. Durant l'année écoulée, il n'y a pas eu de conflit du travail, et aucun employeur ou travailleur n'a été accusé d'infraction aux lois du travail.

148. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que l'on effectuait un certain nombre d'études portant sur le niveau des salaires prévus dans le Micronesian Title and Pay Plan. Une étude préliminaire du coût de la vie avait été effectuée, et des recommandations relatives à une revision possible des barèmes de salaires seraient soumises avant la fin de l'exercice en cours. Afin de disposer d'un barème des salaires plus réaliste et plus équitable pour la région de Kwajalein, on avait chargé l'administrateur de district des îles Marshall d'étudier la situation dans cette région et de soumettre un barème révisé.

Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions

Services médicaux et sanitaires

149. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a signalé que le niveau des services sanitaires du Territoire sous tutelle est particulièrement bas. Les hôpitaux qu'il y a manquent de médecins, d'infirmières et d'instruments médicaux. L'hôpital de Truk est logé dans une baraque de tôle rouillée; on y trouve dans la même salle des tuberculeux gravement atteints et, séparés d'eux par un simple rideau, des mères et des nouveau-nés.

V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

150. Les principaux objectifs de l'Autorité administrante dans le domaine de l'enseignement sont les suivants : assurer à tous les enfants une formation primaire d'une durée de six ans, permettre à des élèves convenablement choisis de faire des études secondaires, et encourager les Micronésiens par tous les moyens possibles à assumer eux-mêmes la responsabilité de l'enseignement. Pour atteindre ces objectifs, un système d'enseignement public gratuit a été créé; au niveau de l'enseignement primaire, il est financé conjointement par l'Administration et par les municipalités. Ce système est complété par un petit nombre d'écoles de missions non subventionnées (41).

151. Le tableau suivant, établi d'après les statistiques fournies dans les rapports annuels, donne une idée de la situation dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire en 1960 et en 1961.

Etablissements primaires

<u>Ecoles</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Total</u>
30 juin 1960	164	26	190
30 juin 1961	164	26	190
<u>Effectifs scolaires</u>			
30 juin 1960	10 630	2 787	13 417
30 juin 1961	10 580	3 820	14 400

Etablissements secondaires du premier cycle (écoles moyennes)

<u>Ecoles</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Total</u>
30 juin 1960	8	12	20
30 juin 1961	8	11	19
<u>Effectifs scolaires</u>			
30 juin 1960	935	767	1 702
30 juin 1961	886	918	1 804

Etablissements secondaires du second cycle

<u>Ecoles</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Total</u>
30 juin 1960	1	4	5
30 juin 1961	2	4	6
<u>Effectifs scolaires</u>			
30 juin 1960	135	200	335
30 juin 1961	176	195	371

152. Des possibilités sont offertes en dehors du Territoire aux étudiants qui désirent faire des études supérieures. Durant la période 1960-1961, le nombre total d'étudiants inscrits à l'étranger dans des établissements d'enseignement supérieur est passé de 117 (dont 33 à Guam, 41 à Hawaii et 12 dans les Philippines) à 132 (dont 75 à Guam, 22 à Hawaii et 16 dans les Philippines). Sur le second total, 46 (soit 10 de moins qu'en 1960), bénéficiaient de bourses accordées par le gouvernement, 1 (soit 1 de moins qu'en 1960) bénéficiait d'une bourse des Nations Unies et 28 (soit 4 de moins qu'en 1960) bénéficiaient de bourses offertes par des particuliers, ou par des organisations religieuses ou autres.

153. Les dépenses publiques au titre de l'enseignement ont diminué, passant de 760 200 dollars (dont 121 898 dollars consacrés à la construction d'écoles) à 736 886 (dont 211 761 dollars consacrés à la construction d'écoles). Toutefois, durant la même période, les dépenses des municipalités et des missions au titre de l'enseignement ont augmenté. Les contributions des municipalités sont passées de 172 824 dollars à 201 644 dollars et celles des missions de 203 976 dollars à 284 256 dollars.

154. Durant l'année écoulée, la construction de cinq nouvelles écoles primaires dans trois districts a été presque achevée et les travaux de construction se sont poursuivis dans deux écoles dans un autre district. La moitié des crédits nécessaires à ces travaux a été fournie par l'Administration dans le cadre d'un programme de subventions. On construisait dans quatre districts de nouvelles écoles secondaires du premier cycle et l'on établissait des plans pour construire d'autres établissements scolaires.

155. L'effectif du personnel enseignant, tant autochtone que non autochtone a augmenté en 1961. L'effectif total du personnel enseignant non autochtone est passé

de 96 (dont deux maîtres non diplômés) à 108 (dont un maître non diplômé) et celui du personnel autochtone de 610 (dont 255 maîtres non diplômés) à 679 (dont 312 maîtres non diplômés). Dans la dernière catégorie, le nombre des maîtres autochtones dans les établissements publics est passé de 501 (dont 428 instituteurs) à 542 (dont 457 instituteurs). Durant la période considérée, on a signalé que l'Administration avait poursuivi ses efforts pour améliorer la qualité du personnel enseignant en organisant des cours de vacances et des cours de brève durée, et en prévoyant une formation en cours d'emploi. Un système tendant à uniformiser le niveau des diplômes et le barème des traitements dans l'ensemble du Territoire a été élaboré et est mis en oeuvre afin de relever le niveau du personnel enseignant. Dans presque toutes les collectivités, les maîtres de l'enseignement primaire sont payés par le district, à l'aide de fonds provenant des taxes locales.

156. A sa vingt-septième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle a accomplis en vue de développer l'enseignement, et en particulier des progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement primaire. Il a recommandé, cependant, que les crédits centraux consacrés à l'enseignement soient accrus pour répondre aux besoins croissants du Territoire. Dans le domaine de l'enseignement élémentaire, le Conseil a estimé que son financement, y compris les traitements du personnel enseignant, ne devrait pas incomber exclusivement aux organes locaux et que l'Autorité administrante devrait fournir des fonds complémentaires, lorsque le besoin s'en faisait sentir. Il a approuvé les recommandations de la Mission de visite de 1961, tendant à faire passer de 8 à 6 ans l'âge d'entrée à l'école primaire et à enseigner l'anglais dès la première classe.

157. Dans le rapport soumis à l'examen du Conseil, l'Autorité administrante déclare que l'accroissement rapide de la population scolaire pose des problèmes difficiles aux communautés locales et aux congrès de district qui fournissent les fonds nécessaires au paiement des traitements des instituteurs. Il sera dûment tenu compte de la recommandation selon laquelle l'Administration devrait participer au financement de cette phase de l'éducation élémentaire. La suggestion tendant à faire passer de 8 à 6 ans l'âge d'entrée à l'école a fait l'objet d'un examen approfondi, et après consultation avec les assemblées locales et le comité consultatif interdistricts, l'âge d'entrée à l'école va être modifié. La principale difficulté à laquelle se heurte l'enseignement de l'anglais dans les petites classes des écoles primaires est le manque de professeurs qualifiés. Cette question a fait

l'objet d'une enquête et l'on élabore actuellement un programme actif pour résoudre ce problème en même temps que d'autres aspects de la question. On estime qu'il sera possible de réorganiser l'enseignement de l'anglais dans les écoles primaires sur ces nouvelles bases en 1962.

158. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le Conseil a noté, à sa vingt-septième session, qu'un programme scolaire applicable à l'ensemble du Territoire avait été introduit dans les établissements intermédiaires pendant l'année et a exprimé l'espoir que la normalisation serait également réalisée au niveau où, d'après la Mission de visite, les normes varient d'une école à l'autre. En ce qui concerne les plans relatifs à l'ouverture d'une école normale faisant partie de l'Ecole centrale des Iles du Pacifique, dont le Conseil de sécurité s'était félicité à la même session, l'Autorité administrante a déclaré que cette nouvelle section pourrait s'ouvrir dans le courant de l'exercice 1963.

159. Le problème de l'amélioration de la formation professionnelle dispensée dans les écoles moyennes et à l'Ecole centrale des Iles du Pacifique a attiré l'attention du Conseil à sa vingt-septième session, et il a recommandé que l'Autorité administrante envisage d'étendre l'enseignement technique et professionnel.

160. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, à sa vingt-septième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante de son programme de bourses d'enseignement supérieur et il a recommandé qu'elle reconsidère le système suivant lequel des bourses sont accordées pour une période initiale de deux ans et prenne des mesures nécessaires pour accorder des bourses pour des études complètes. Le Conseil a considéré qu'en raison de la demande croissante de bourses d'études à l'étranger, le programme établi par l'Autorité administrante en ce domaine devrait être élargi et qu'il devrait être fait plus largement usage des facilités offertes par les Etats Membres.

161. A la vingt-neuvième session, le représentant spécial a informé le Conseil que tous les aspects de l'enseignement dans le Territoire avaient été étudiés et analysés avec le plus grand soin. Les recommandations du Conseil de la Micronésie et celles de la Mission de visite de 1961, les points de vue du personnel enseignant américain et micronésien ainsi que les opinions et les vœux de la population micronésienne avaient été soigneusement examinés. Cette étude avait abouti à une réévaluation des besoins du Territoire en matière d'enseignement. On avait commencé

par instituer une politique de subventions pour le paiement des traitements des maîtres des écoles élémentaires; des fonds avaient été votés pour permettre à l'Administration du Territoire sous tutelle d'aider les districts à payer leurs instituteurs.

162. Une modification du Code du Territoire sous tutelle avait ramené de 8 ans à 7 ans l'âge d'entrée à l'école élémentaire. Pour fixer l'âge à 7 ans, on s'était fondé en partie sur des recommandations du Conseil de la Micronésie, et aussi sur le fait que les écoles locales étaient à même d'accueillir un plus grand nombre d'enfants. L'Administration continuerait d'étudier cet aspect de la question, en vue d'abaisser encore l'âge d'admission lorsque les conditions s'y prêteraient.

163. L'Administration avait inscrit au budget les fonds voulus pour doter les écoles élémentaires de mobilier, de fournitures essentielles et de matériel scolaire. Le programme de subvention à la construction d'écoles avait été formellement consacré par le vote des premiers crédits budgétaires spécialement affectés à ce programme.

164. La décision d'utiliser l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles élémentaires avait été une innovation d'une grande portée. Ce changement répondait au vœu de la population micronésienne. A cette occasion, on avait lancé un programme d'enseignement de l'anglais pour apprendre aux maîtres micronésiens à faire leur classe en anglais. Comme projet connexe, on avait créé un Centre de formation pour la production d'ouvrages scolaires; ce centre s'attacherait avant tout à produire des ouvrages pédagogiques en anglais pour les élèves des écoles élémentaires. Des cours de formation dans ce domaine étaient déjà donnés dans deux des districts.

165. Un spécialiste du développement communautaire avait été nommé au siège de l'Administration centrale pour diriger le Centre de production d'ouvrages scolaires, organiser des programmes d'enseignement des adultes et travailler à d'autres aspects du développement communautaire. Ce fonctionnaire s'attacherait surtout à mettre au point un programme d'alphabétisation des adultes.

166. La construction de nouvelles écoles secondaires du premier cycle (écoles moyennes) avait beaucoup avancé. Six salles de classe avaient été ajoutées à l'Ecole moyenne des Palaos et l'on avait mis en chantier un bâtiment pour les cours professionnels. La première aile supplémentaire de la nouvelle école moyenne de Truk avait également été achevée. On avait commencé à construire les huit nouvelles salles de classe de l'Ecole moyenne de Truk. Dans le district des îles Marshall, on

avait achevé deux internats pour garçons et un internat pour filles et mis en chantier les nouvelles salles de classe ainsi que le bâtiment administratif de l'Ecole.

167. S'agissant de l'enseignement supérieur, l'Administration avait décidé de dispenser un enseignement secondaire complet dans tous les districts en transformant les écoles moyennes actuelles en écoles secondaires des premier et second cycles. L'Administration construisait au Collège universitaire de Guam une maison d'étudiants, coûtant 100 000 dollars, pour des boursiers. Au cours de l'année considérée, on avait très sensiblement réduit le prix des billets à bord des avions du Territoire sous tutelle pour permettre aux étudiants micronésiens de profiter des possibilités d'enseignement secondaire et supérieur offertes à Guam. Un conseiller à plein temps pour les étudiants avait été nommé au siège de l'Administration centrale pour s'occuper des élèves d'écoles secondaires et des étudiants à Guam. Des chambres avaient été mises à la disposition des boursiers des congrès de district dans les bâtiments temporaires prévues pour les étudiants de la région du Territoire sous tutelle à Guam. Au cours de l'année considérée, 133 étudiants avaient suivi les cours d'établissements d'enseignement supérieur à Guam et à l'étranger.

168. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction que l'anglais a été adopté comme langue d'enseignement dans les écoles primaires. Toutefois il constate avec regret qu'en raison de la pénurie de maîtres ayant reçu une formation appropriée, il n'a pas encore été possible de mettre pleinement en oeuvre cette mesure.

Le Conseil espère que l'anglais deviendra effectivement la langue d'enseignement dans toutes les écoles dans 12 ou 18 mois.

Le Conseil note aussi avec satisfaction que l'âge d'entrée à l'école primaire est passé de huit à sept ans. Il espère que, conformément à ses recommandations antérieures, l'âge d'entrée sera bientôt ramené à six ans.

Le Conseil ne perd pas de vue que pour mettre efficacement en oeuvre ces importants changements de politique, il faudra ouvrir des crédits pour permettre le recrutement et la formation de maîtres, la construction d'un plus grand nombre d'écoles et l'achat de fournitures scolaires en quantités suffisantes.

Le Conseil est persuadé que l'Autorité administrante fournira sans retard les fonds nécessaires pour mettre rapidement en oeuvre l'ensemble du programme.

/...

Le Conseil accueille avec satisfaction la décision de l'Autorité administrante de créer une école secondaire dans chaque district. Il estime que la Pacific Islands Central School devrait être dotée de toute urgence de moyens de formation pédagogique lui permettant de répondre aux besoins du Territoire.

Le Conseil est en outre d'avis que l'Autorité administrante prenne des mesures pour introduire l'enseignement supérieur dans le Territoire, de préférence dans la Pacific Islands Central School.

Diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies

169. A sa vingt-septième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle continue de déployer pour diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies, et il a noté la déclaration du représentant spécial selon laquelle les comptes rendus des réunions du Conseil de tutelle seraient bientôt diffusés dans le Territoire. Le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prêter une attention particulière à la diffusion de la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Dans le rapport en cours d'examen, l'Autorité administrante a déclaré qu'elle avait distribué avant la fin de juin 1961 les comptes rendus sténographiques de la vingt-septième session du Conseil de tutelle. De plus, la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été envoyée dans tous les districts en vue d'être distribuée à la population. A la fin de l'année, on a commencé à traduire cette déclaration dans les six principales langues utilisées dans les districts. La traduction sera envoyée aux Nations Unies afin d'y être imprimée pour être ensuite éventuellement distribuée sur une grande échelle dans toutes les parties du Territoire.

170. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil, considérant les conclusions de la Mission de visite de 1961 aux termes desquelles l'Autorité administrante doit poursuivre ses efforts pour diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies, et rappelant ses recommandations antérieures à ce sujet, demande instamment à l'Autorité administrante de continuer à diffuser des renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle ainsi que les comptes rendus des réunions actuelles du Conseil de tutelle. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de continuer à prêter toute son attention à la diffusion, dans les langues locales, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale).

Observations de membres du Conseil de tutelle,
ne représentant que leurs propres opinions

171. Le représentant de l'Australie a noté des progrès satisfaisants dans la scolarisation du Territoire : 95 p. 100 des enfants vont à l'école primaire. C'est, a-t-il dit, un pourcentage élevé tant absolument que relativement. Il n'est pas indispensable, à son avis, que tous ces élèves reçoivent un enseignement secondaire ou supérieur, l'essentiel étant que le régime de l'enseignement et la politique scolaire soient axés sur les besoins particuliers de la population autochtone et qu'ils s'y adaptent.

172. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que la politique scolaire doit, dans des régions comme la Micronésie, viser à équilibrer pratiquement deux objectifs : d'une part avoir un enseignement de qualité - c'est-à-dire arriver à développer les capacités innées des êtres humains du Territoire -; d'autre part, éviter le déracinement que cause la destruction inutile des coutumes et traditions locales. C'est cet équilibre que l'Autorité administrante s'efforce de réaliser. De l'avis du représentant de la Nouvelle-Zélande il est d'une importance fondamentale que l'Autorité administrante ait, en matière de progrès scolaire, formulé une politique cohérente, qu'elle ait mis cette politique à exécution aussi vite que le lui ont permis les ressources financières et le personnel enseignant dont elle dispose, et qu'elle soit toujours prête à adapter cette politique en fonction des idées constructives émises au Conseil de tutelle.

173. Le représentant de l'Inde a noté avec satisfaction les progrès réalisés dans le domaine scolaire. La décision de donner l'enseignement en anglais est particulièrement heureuse. Il a exprimé l'espoir que cette transition ne prendrait pas trois ans, mais a constaté qu'il faudra de l'argent pour appliquer cette nouvelle politique scolaire. Fondamentalement, tout le problème de l'enseignement tourne autour de la question d'argent; sans argent, impossible d'engager des maîtres, de construire plus d'écoles et de les équiper convenablement. Il a exprimé l'espoir que le Haut Commissaire persisterait donc à réclamer des crédits supplémentaires pour l'enseignement - primaire, secondaire et universitaire.

174. Le représentant de l'Inde a noté avec satisfaction l'abaissement de l'âge scolaire, mais a été d'avis que, là aussi, on s'était montré un peu timide. Il aurait préféré six ans. A son avis, les lacunes dont peut souffrir l'enseignement sont imputables au manque d'argent. Il a exprimé l'espoir que la question d'argent cessera de faire obstacle aux progrès du Territoire. A son avis, l'Administration a pris conscience de la lenteur qui a trop longtemps caractérisé le développement du Territoire, et elle a voulu aller résolument de l'avant pour rattraper le retard des années précédentes. Aussi a-t-il exprimé l'espoir qu'elle avait tous les crédits qu'il lui faudrait pour accélérer, dans la mesure voulue, la diffusion de l'enseignement et le développement économique.

175. Il a constaté avec plaisir que l'objectif est maintenant de créer au moins une école secondaire par district. C'est un grand pas dans la bonne voie. Il a exprimé l'espoir que le Haut Commissaire accordera toute l'attention voulue à l'idée qu'il devrait y avoir dans le Territoire des possibilités d'enseignement supérieur. D'après lui, l'école centrale des Iles du Pacifique est une excellente institution; il faudrait y ajouter une école normale et une ou deux années d'études universitaires. Le Territoire a, dans plusieurs domaines, besoin d'un enseignement qui aille au-delà du niveau secondaire. Il faudrait évaluer l'étendue de ces domaines et il faudrait pour commencer enseigner trois ou quatre matières. On compte trop, à son avis, sur les établissements de Guam ou d'ailleurs; or y envoyer des étudiants coûte cher et n'est pas très souhaitable.

176. Le représentant de la Chine a dit qu'il faut féliciter l'Autorité administrante d'avoir adopté une politique qui pourra beaucoup améliorer le régime scolaire du Territoire. L'abaissement de l'âge scolaire, emploi de l'anglais comme langue véhiculaire de l'enseignement primaire et les subventions versées pour le traitement des instituteurs sont, à son avis, d'excellentes mesures. Il était heureux de constater que l'on avait exonéré les collectivités locales de la charge de financer et d'entretenir les établissements d'enseignement. A son avis, il faut augmenter les subventions scolaires et les administrer de façon telle que la qualité de l'enseignement dispensé aux collectivités les plus pauvres n'en souffre pas. En décidant d'étendre à tous les districts les programmes

d'enseignement secondaire et de faire des écoles intermédiaires actuelles des écoles secondaires de plein exercice, l'Autorité administrante a fait faire à l'enseignement un grand pas en avant. Il a exprimé l'espoir que pour améliorer le niveau des connaissances requises des instituteurs et des professeurs on ajouterait une section normale à l'Ecole centrale des Iles du Pacifique. Il ne lui échappait pas, a-t-il dit, que, pour étendre les connaissances du personnel enseignant, on s'était beaucoup préoccupé de la formation des professeurs et des programmes de contrôle.

177. D'après le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques la situation de l'enseignement public est très peu satisfaisante. Il a rappelé que la Mission de visite l'avait qualifiée de déplorable. Il a aussi évoqué l'article, publié au printemps de 1962 par le New York Times, où il était dit notamment que même les fonctionnaires américains de l'Autorité administrante sont mécontents de sa politique scolaire. Ils sont las d'essayer d'entretenir ces écoles avec quelques centaines de dollars par an, d'envoyer leur devis d'amélioration et de les voir moisir dans les dossiers des divers services. Le représentant de l'Union soviétique a souligné que sur six enfants d'âge scolaire, un seul a la possibilité - purement théorique d'ailleurs - de poursuivre ses études au-delà de l'enseignement primaire - d'un niveau extrêmement bas - donné dans les écoles primaires de Micronésie. Il s'est demandé comment le pays capitaliste le plus riche du monde n'a pas pu, depuis plus de quinze ans, satisfaire le besoin d'instruction des Micronésiens. Il a déclaré que le Territoire sous tutelle n'a pas assez d'écoles et que la plupart d'entre elles sont dans un état lamentable si l'on en croit les fonctionnaires américains eux-mêmes. Ce sont les populations autochtones qui doivent faire les frais de l'entretien des écoles existantes.

178. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a assuré au Conseil de tutelle que l'Autorité administrante fait de son mieux pour hâter l'usage de l'anglais comme langue véhiculaire de l'enseignement primaire. Il a indiqué que l'on a déjà organisé des cours de formation qui permettront aux maîtres micronésiens d'enseigner en anglais. La mise en train d'un programme de cette envergure rencontre toutefois de nombreuses difficultés et on ne peut pas espérer

le voir immédiatement appliqué dans toutes les écoles. En ce qui concerne l'âge d'entrée, ramené de 8 ans à 7, le représentant spécial a déclaré que c'est peut-être le manque de personnel enseignant qui constitue la difficulté. L'année dernière, les écoles ont reçu 400 enfants de moins de 8 ans; dans la plupart des districts, les écoles ont accepté les enfants de moins de 8 ans que leurs parents tenaient à envoyer en classe. Mais le but final est bien de ramener l'âge d'entrée à 6 ans.

Renseignements sur l'Organisation des Nations Unies

179. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'aux termes de la Déclaration votée à la quinzième session de l'Assemblée générale les pouvoirs doivent passer à la population autochtone, y compris la population autochtone des territoires sous tutelle qui sont encore sous la domination coloniale. Mais, on s'en est bien aperçu par la suite, l'adoption de cette déclaration n'a pas eu sur les Etats-Unis l'effet qu'il aurait dû avoir. Tout en se déclarant, en paroles, en faveur de la suppression du colonialisme, les Etats-Unis continuent à ne prendre aucune mesure concrète pour mettre en oeuvre la Déclaration du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale et la résolution que le Conseil de tutelle a adoptée en conséquence à sa vingt-septième session. Jusqu'à ces derniers temps, on a empêché la population des Iles du Pacifique de prendre connaissance de cette déclaration; à l'heure actuelle, son tirage limité ne permet pas à l'ensemble de la population d'en prendre connaissance; rien ne prouve jusqu'ici que ce texte, si limité qu'en soit le tirage, soit parvenu en Micronésie et ne soit pas en train de moisir dans les magasins des bases militaires des Etats-Unis.

180. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exposé en détail les mesures que l'Autorité administrante a prises pour assurer la distribution, dans les territoires sous tutelle, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. A la suite de ces mesures, la Déclaration a été distribuée, en sept langues et en grandes quantités, dans tout le Territoire. Toute la population des districts et des régions les plus éloignées peut donc en prendre connaissance.

181. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a souligné que, comme par le passé, l'Autorité administrante mettra aussitôt que possible à la disposition du Territoire le compte rendu des séances du Conseil de tutelle. Le Service d'information du Siège tirera ces résumés à un grand nombre d'exemplaires, qui seront envoyés dans tous les districts pour distribution. Il est bon d'indiquer, a-t-il ajouté, que la population du Territoire suit avec le plus vif intérêt les débats du Conseil. Les bulletins d'information des districts parleront de ces réunions. Diverses émissions radiophoniques traiteront des délibérations du Conseil. Le compte rendu complet, y compris les observations finales de chaque délégation, sera mis à la disposition des districts, pour distribution, avant le 1er juillet 1962; le Conseil peut donc être assuré, a dit le représentant spécial, que les documents de cette session du Conseil connaîtront une rapide et large distribution.

VI. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES
POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

Aperçu de la situation et recommandations
adoptées par le Conseil de tutelle

182. A sa vingt-sixième session, le Conseil a pris note des progrès réalisés dans les divers domaines de développement, et du fait que la préparation d'une législation organique se poursuivait. Il a noté en outre que l'Autorité administrante avait fixé une date, et qu'elle espérait pouvoir l'avancer, pour l'institution d'une assemblée législative territoriale. Le Conseil a demandé à l'Autorité administrante de lui faire connaître à sa prochaine session toutes les mesures prises à cette fin. Le Conseil a également pris note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle "les éléments essentiels" de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux étaient applicables au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Le Conseil a jugé qu'il était nécessaire de fixer des dates limites objectives tenant compte de la nécessité d'un avancement rapide et concerté du Territoire, sous tous les aspects de sa vie politique, et il a invité l'Autorité administrante à fixer ces dates en s'inspirant de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

183. A sa vingt-neuvième session, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

Le Conseil note que l'Autorité administrante a déclaré qu'elle prend en ce moment des mesures pour stimuler le progrès politique du Territoire et qu'elle avait l'intention de consulter les représentants élus de la population du Territoire à la prochaine réunion du Conseil de Micronésie sur les questions relatives à ce progrès.

Le Conseil réitère ses conclusions et recommandations antérieures sur ce sujet, telles qu'elles ont été adoptées à la vingt-septième session. Il demande instamment à l'Autorité administrante de fixer, compte tenu de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et en consultation avec les organes représentatifs de l'opinion du Territoire, des dates reflétant de façon réaliste l'urgence d'un développement planifié du Territoire dans tous les aspects de sa vie politique.

Observations de membres du Conseil de tutelle, ne représentant que
leurs propres opinions

184. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que le Territoire sous tutelle posait des problèmes administratifs d'un genre unique : une population en croissance rapide, resserrée sur un territoire de moins de 700 milles carrés d'îles, dont beaucoup étaient des atolls demi-stériles qui ne se prêtaient guère à la culture; une population qui, tout en augmentant à un rythme extrêmement rapide, cherchait à élever progressivement son niveau de vie; des difficultés de transport et de communications et en outre la question du financement, lequel reposait principalement sur les cultures de rapport - noix de coco, cacao - et la pêche. Ces cultures étaient sujettes à des fluctuations de prix considérables et leur expansion se trouvait souvent limitée par les formes traditionnelles de propriété foncière. Enfin, et c'était peut-être là le plus grave, il existait un problème créé par la "mentalité insulaire", c'est-à-dire une façon de penser très ancienne qui fait que l'horizon mental est limité par l'horizon matériel et les pensées, comme les maisons, bornées par les récifs. Le Pacifique présentait donc des problèmes particuliers qui ne se retrouvaient nulle part ailleurs dans le monde.
185. Le représentant de la Chine a souligné que le Conseil, lorsqu'il évaluerait les progrès du Territoire, ne devrait pas oublier les gigantesques barrières géographiques, culturelles et linguistiques qui ont séparé la population de la Micronésie, éparpillée au milieu d'un vaste océan, sur des terres dont la superficie est égale à celle des Etats-Unis. Les formes traditionnelles de l'administration locale qui donnaient aux habitants un esprit de clocher particulièrement fort exerçaient forcément une influence sur la création d'une conscience territoriale. C'était dans ces conditions que l'Autorité administrante et la population de la Micronésie elle-même s'efforçaient d'implanter la notion de gouvernement représentatif et de transformer la structure traditionnelle.
186. Le représentant de l'Australie a félicité l'Autorité administrante de s'être appuyée sur des principes fermes et rationnels pour octroyer une autonomie politique et administrative de plus en plus grande aux habitants du Territoire des îles du Pacifique. L'Autorité administrante avait certainement beaucoup fait pour atteindre l'objectif fixé, à savoir une certaine forme d'unité politique et un esprit de coopération parmi les divers éléments de la population.

187. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a souligné que le Territoire sous tutelle était le plus dispersé de tous et se trouvait dans une situation unique. Il a également fait observer que la politique de l'Autorité administrante tendait vers un objectif simple mais fondamental, à savoir la création chez les habitants du sentiment qu'ils appartenaient à une même communauté politique et économique. C'était là, à son avis, le meilleur moyen d'atteindre les objectifs du régime de tutelle. La Micronésie était moins une véritable communauté qu'une expression géographique et tant qu'il n'existerait pas un véritable sentiment d'interdépendance, il serait difficile de créer, dans le Territoire, des institutions politiques. Seule une entité nationale pouvait exprimer une volonté nationale et, par conséquent, il fallait accueillir avec une vive satisfaction les mesures administratives et politiques que prenait l'Autorité administrante, qui constituaient un moyen important d'encourager une prise de conscience territoriale.

188. Le représentant de l'Inde a signalé qu'il existait au sein de la population du Territoire un sens profond et inné d'unité et de communauté d'intérêts et d'objectifs. C'était donc avec une grande satisfaction qu'il avait entendu le représentant spécial exprimer sa conviction que ni la diversité ni les distances - bien que très réelles - ne seraient une entrave au développement du Territoire dans son ensemble.

189. Le représentant de la Bolivie a souligné que malgré la petitesse et l'isolement du Territoire, sa population était jeune, très consciente de l'unité de la Micronésie et prête à tout faire pour assurer cette unité. Il a également fait observer que l'Autorité administrante croyait cette unité possible. Il ne doutait guère lui-même qu'il fût possible de l'établir et de lui donner une grande efficacité dans l'avenir. En ce qui concerne les doutes exprimés sur la possibilité pour le Territoire d'accéder à l'indépendance du fait de son besoin d'aide financière, le représentant de la Bolivie a déclaré que, lorsque des autochtones conscients de leurs responsabilités assumaient des fonctions politiques, le coût de l'administration diminuait et l'unité économique et politique progressait en même temps. Il a précisé qu'à son sens, cette évolution se ferait sans heurt étant donné la bonne volonté des habitants et leur sentiment naturel de communauté.

190. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a remercié la représentante de la Belgique de ses remarques sur les progrès réalisés vers la création d'un sentiment d'unité nationale dans le Territoire sous tutelle. Il a assuré le Conseil qu'il s'efforcerait de renforcer ce sentiment au cours de l'année à venir.

191. Le représentant de l'Australie a noté qu'il appartiendrait un jour au Conseil de la Micronésie de décider de l'avenir du Territoire. Il a estimé que, dans une région telle que le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, la progression vers l'autonomie devait être prudente si l'on voulait que l'indépendance et l'autonomie soient établies sur des principes judicieux et sur des bases durables.

192. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a invité le Conseil de tutelle à exiger de l'Autorité administrante qu'elle applique sans réserve la résolution sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adoptée le 14 décembre 1960, qu'elle mette fin au régime de tutelle dans le Territoire des îles du Pacifique et qu'elle accorde immédiatement l'indépendance à la population de ce Territoire. Il a estimé qu'en ne fixant pas de date pour l'octroi de l'indépendance aux habitants des îles du Pacifique et en ne présentant aucun plan pour un transfert d'autorité à la population autochtone, le Gouvernement des Etats-Unis se refusait à honorer ses engagements et refusait même de se conformer aux recommandations très modestes et tout à fait insuffisantes adoptées par le Conseil à sa dernière session. L'Autorité administrante alléguait pour sa défense que la population du Territoire sous tutelle elle-même ne cherchait pas à atteindre rapidement l'indépendance politique. Aucun référendum n'avait eu lieu car les Etats-Unis s'y opposaient depuis de nombreuses années. Aucune question précise n'avait été posée à la population ni aucune autre méthode utilisée pour connaître sa volonté. Aucun chiffre n'avait été publié concernant le nombre de personnes qui se seraient prononcées contre l'indépendance. Pour appuyer ces allégations futiles, à savoir que la population des îles du Pacifique ne désirait pas accéder à l'indépendance politique, le Haut Commissaire avait dit qu'il n'avait jamais entendu personne se déclarer en faveur d'une accession rapide à l'indépendance. On ne pouvait qu'être surpris d'entendre de telles affirmations dans la bouche des représentants de l'Autorité administrante, alors que tous les membres du Conseil se souvenaient des déclarations fort claires des pétitionnaires représentant la population autochtone des îles du Pacifique aux dernières sessions du Conseil et de leur désir de voir le Territoire sous tutelle accéder à l'indépendance.
